

INVESTISSEMENTS PIB
TRAVAIL DEMOGRAPHIE
CROISSANCE POUVOIR D'ACHAT
MARCHÉ ÉCONOMIE

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE
DE LA CAPITALE-NATIONALE
Février 2014



Luc-Antoine Couturier

INVESTISSEMENTS PIB
TRAVAIL DÉMOGRAPHIE
CROISSANCE POUVOIR D'ACHAT
QUÉBEC MARQUÉ ÉCONOMIE



ECONOMIE CROISSANCE POUVOIR D'ACHAT TRAVAIL DÉMOGRAPHIE MARCHÉ PIB INVESTISSEMENTS TRAVAIL

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	2
Sommaire	3
1. CROISSANCE ÉCONOMIQUE	4
2. PORTRAIT DÉMOGRAPHIQUE.....	10
3. MARCHÉ DU TRAVAIL.....	15
4. REVENU PERSONNEL.....	22
5. INVESTISSEMENT	22
6. TERRITOIRE DE LA VILLE DE QUÉBEC.....	29
7. MRC DE PORTNEUF.....	27
8. MRC DE LA JACQUES-CARTIER.....	31
9. MRC DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ.....	34
10. MRC DE CHARLEVOIX	37
11. MRC DE CHARLEVOIX-EST	40
12. MRC DE L'ÎLE D'ORLÉANS	43
ANNEXE 1	50
Principaux indicateurs économiques de la Capitale-Nationale	50
ANNEXE 2.....	51
Principaux employeurs privés par secteur d'activité	51
ANNEXE 3.....	53
Principaux investissements en cours et annoncés	53

INVESTISSEMENTS PIB TRAVAIL DÉMOGRAPHIE CROISSANCE POUVOIR D'ACHAT QUÉBEC MARQUÉ ÉCONOMIE

INTRODUCTION

Le présent document dresse un portrait socio-économique de la région de la Capitale-Nationale. Cette étude a été réalisée par Québec International grâce au soutien du Secrétariat à la Capitale-Nationale. L'analyse s'appuie sur les données statistiques disponibles en décembre 2013.

L'analyse a été effectuée par le département d'études économiques de Québec International. Ces professionnels ont pour mandat d'assurer la disponibilité d'une information économique de qualité. Ils sont appelés à suivre l'évolution de la conjoncture économique et de l'environnement d'affaires aux plans régional, national et international et à réaliser différentes recherches et analyses permettant d'identifier des opportunités, d'orienter les stratégies de développement et de définir les actions à mettre en place pour soutenir la croissance de notre économie régionale. Pour en savoir plus sur les services offerts par Québec International, nous vous invitons à visiter notre site Internet au www.quebecinternational.ca.

Québec International remercie pour leur collaboration l'ensemble des centres locaux de développement (CLD) de la Capitale-Nationale et la Ville de Québec qui ont partagé les informations nécessaires à la réalisation de ce document.

ECONOMIE CROISSANCE POUVOIR D'ACHAT TRAVAIL DÉMOGRAPHIE MARCHÉ PIB INVESTISSEMENTS TRAVAIL

SOMMAIRE

L'économie de la Capitale-Nationale s'est illustrée comme l'une des plus performantes au Québec au cours des dernières années. Les stratégies de développement mises en place pour appuyer l'économie du savoir et stimuler l'implication du secteur privé se sont avérées judicieuses, puisque la région affiche aujourd'hui une diversité industrielle capable de soutenir sa croissance, mais aussi de s'ajuster aux aléas de l'économie mondiale. Selon les plus récentes données disponibles, le PIB au prix de base a enregistré une croissance moyenne annuelle de 3,4 % sur 5 ans. Le marché du travail s'est montré tout aussi vigoureux avec la création de 24 200 emplois. De plus, l'expansion économique régionale a propulsé les dépenses en immobilisation à un niveau record de près de 7,5 G\$ annuellement.

Ce dynamisme a des effets positifs sur la démographie et la richesse des ménages. La population a augmenté en moyenne de près de 1 % par année, comparativement à moins de 0,5 % au début de la décennie. Quant au revenu personnel disponible par habitant, sa progression de 10,3 % en 5 ans a contribué à accroître le pouvoir d'achat et à positionner la région au quatrième rang au Québec avec un revenu moyen de 27 616 \$.

Le visage de la région de la Capitale-Nationale s'est considérablement transformé ces dernières années. Cependant, ce bilan fait ressortir certains enjeux auxquels la région devra s'attarder afin de maintenir son dynamisme au cours des prochaines années. Tout d'abord, plus de 80 % de l'activité socio-économique est concentré sur le territoire de la ville de Québec, portant un ombrage important sur la réalité des MRC périphériques. Deuxièmement, la disponibilité de main-d'œuvre s'avère cruciale pour assurer la croissance de plusieurs entreprises, assurer une relève qualifiée et atténuer les contraintes liées à la saisonnalité de certains emplois. Troisièmement, les investissements en machinerie et équipement, en formation et en infrastructures devront se poursuivre afin d'accroître le potentiel innovant des différents secteurs de force. Enfin, la Capitale-Nationale a le défi de mettre davantage à profit la synergie entre le centre et les MRC périphériques afin de rendre plus accessible le partage d'expertises, mais aussi d'appuyer le développement de nouveaux marchés.

Il apparaît que la structure économique que s'est forgée la Capitale-Nationale constitue un levier important pour entamer la prochaine décennie. Des efforts considérables continuent d'être déployés pour appuyer les secteurs de force et accroître la compétitivité des entreprises. De plus, la volonté des acteurs socio-économiques d'améliorer l'environnement d'affaires en modernisant les infrastructures de transport, d'enseignement, de R-D, de même que les parcs et zones industriels contribuera à soutenir la création et l'expansion d'entreprises.



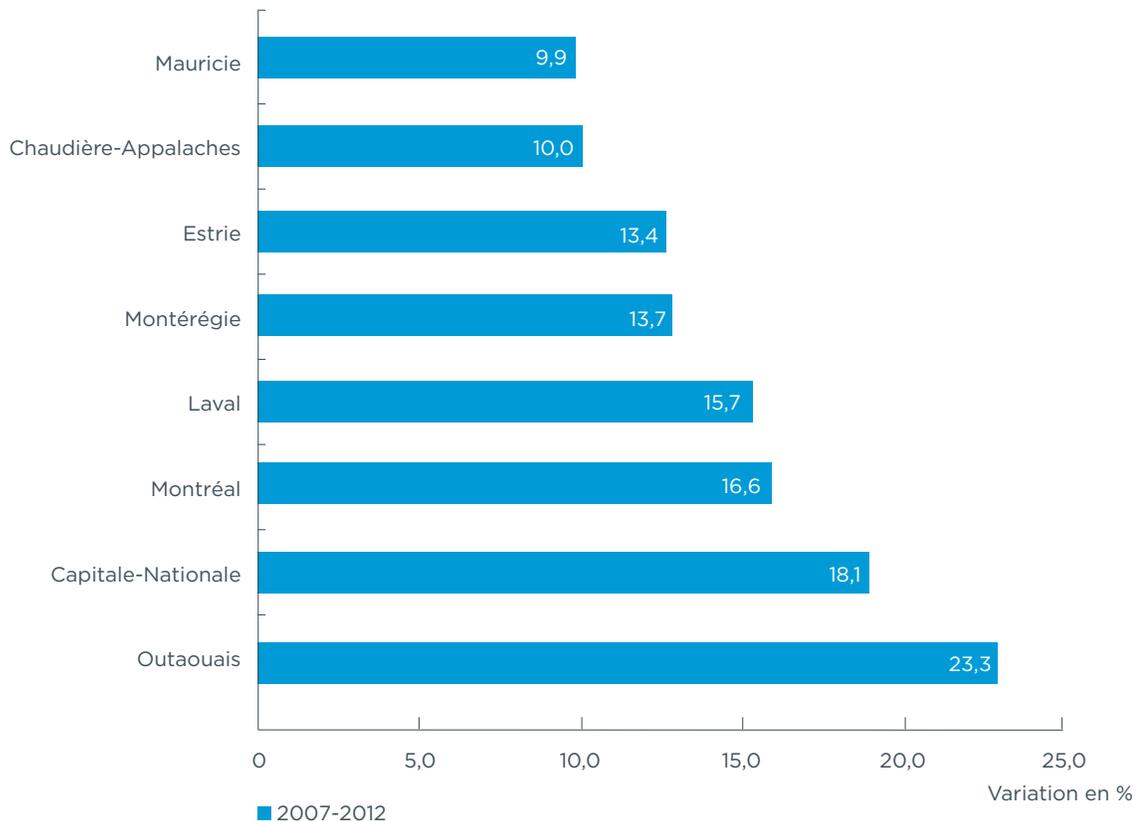
CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La région de la Capitale-Nationale regroupe 10 % de la production québécoise. Elle occupe ainsi le 3^e rang en importance, derrière les régions de Montréal (35 %) et de la Montérégie (15 %). Selon les plus récentes données de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), le produit intérieur brut (PIB) au prix de base atteignait 32,5 G\$ dans la Capitale-Nationale en 2012. La région affichait une hausse de 2,9 % par rapport à 2011, soit une croissance similaire à celle observée pour l'ensemble du Québec.

Entre 2007 et 2012, la région a enregistré une hausse annuelle moyenne de son PIB (en dollar courant) de 3,4 % (+3,1 % au Québec) contribuant à 10,6 % de la croissance de l'ensemble du Québec. Ainsi, la Capitale-Nationale s'est démarquée s'affichant en constante progression, et ce, malgré les soubresauts de l'économie mondiale. Cette bonne performance s'explique notamment par la consolidation d'industries clés diversifiées et la réalisation de projets majeurs participant à l'amélioration de l'environnement d'affaires. Ces éléments auront contribué à soutenir l'expansion économique permettant à la région d'afficher l'une des meilleures performances à l'échelle du Québec.

HAUSSE
ANNUELLE
MOYENNE DU PIB
DE **3,4 %**
DEPUIS **5 ANS**

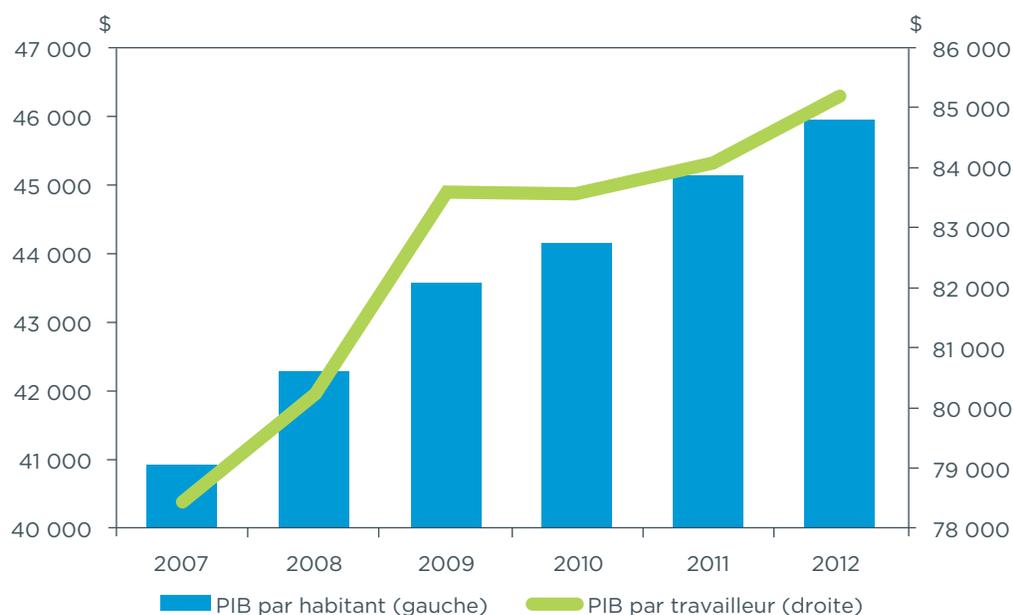
Croissance du PIB au prix de base par région administrative (en dollar courant)



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International
Note : Sélection des 8 régions administratives les plus performantes

La croissance économique observée au cours de cette même période a contribué à majorer le niveau de richesse de la population de la Capitale-Nationale. En 2012, le PIB par habitant s'établissait à 45 965 \$ (41 298 \$ au Québec), affichant un taux de croissance annuel moyen de 2,4 % depuis 2007 (2,1 % au Québec). Le PIB par emploi se situait quant à lui à 85 168 \$ (83 487 \$ au Québec), une croissance annuelle moyenne de 1,7 % au cours de la même période. La région occupait ainsi le 5^e rang au Québec pour ces deux indicateurs. Pour le PIB par habitant, la Capitale-Nationale est devancée par les régions du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord, de Montréal et de l'Abitibi-Témiscamingue. Quant au PIB par emploi, la Côte-Nord, Montréal, l'Abitibi-Témiscamingue et le Saguenay-Lac-Saint-Jean se classent plus favorablement.

Évolution du PIB par habitant et du PIB par travailleur dans la Capitale-Nationale



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

II UNE ÉCONOMIE QUI REPOSE LARGEMENT SUR LE SECTEUR DES SERVICES

Principal pilier économique de la région de la Capitale-Nationale, le secteur des services regroupe 85 % du PIB régional (76 % au Québec). Ce secteur a enregistré entre 2007 et 2012 une croissance moyenne de plus de 4 % par année (+3,6 % au Québec) grâce à l'apport de l'ensemble de ses composantes notamment le secteur public, les services à la production et les services à la consommation.

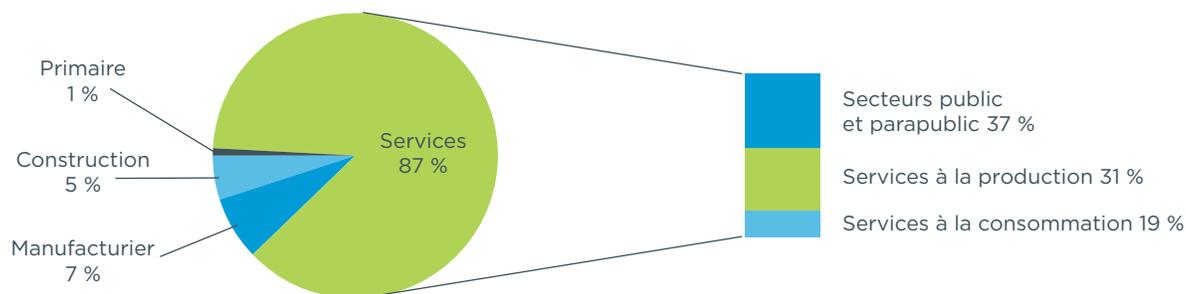
Premier en importance, les secteurs public et parapublic¹ regroupent 42 % de la production du secteur des services (35 % au Québec) et il a progressé d'environ 4 % annuellement entre 2007 et 2012 (+3,6 % au Québec). Alors que la croissance de l'administration publique a été contenue par les efforts des différents paliers gouver-

nementaux pour respecter leur équilibre budgétaire, d'autres services publics se sont développés. C'est le cas des services d'enseignement, de santé et de services sociaux qui ont pris de l'expansion afin de répondre aux besoins croissants créés par le vieillissement de la population, de même que l'accroissement démographique soutenu par l'augmentation du nombre de naissances et l'amélioration du bilan migratoire.

De leur côté, les services à la production², qui regroupent 36 % de la production du secteur des services (39 % au Québec), ont affiché une croissance similaire avec une moyenne de 4 % par année (+3,5 % au Québec). Les services financiers, d'assurances et immobiliers y occupent une place prépondérante s'appuyant sur la présence de sièges sociaux d'envergure et l'expansion des marchés résidentiel et non résidentiel. Les services professionnels, scientifiques et techniques suivent avec la progression des pôles d'excellence rattachés aux industries des TIC et de l'électronique et des sciences de la vie. La région compte d'ailleurs sur la présence de filières distinctives en optique-photonique et dans la création multimédia. Quant à l'industrie du transport et de l'entreposage, elle retire des dividendes de la diversité industrielle, de l'expansion du secteur commercial et de l'accroissement du nombre de voyageurs d'affaires et touristiques.

Finalement, les services à la consommation³ regroupent 22 % de l'économie des services de la région de la Capitale-Nationale (26 % au Québec). Enregistrant une croissance annuelle moyenne de 3 % (idem au Québec), ce secteur appuie notamment son expansion sur l'arrivée de nouvelles chaînes de commerce de détail et le développement des services de proximité qui contribuent à accroître le potentiel commercial régional. Pour preuve, les services commerciaux génèrent un volume de ventes supérieur à 10 G\$ par an dans la région. Aussi, la tenue d'un nombre grandissant d'événements, la présence de nombreuses installations culturelles, sportives et de loisirs ainsi que le développement de circuits touristiques bonifient l'offre régionale et soutiennent la croissance du secteur des services culturels et de loisirs, des services d'hébergement et de restauration.

Répartition du PIB par secteur dans la région de la Capitale-Nationale, 2012



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

1. Secteurs public et parapublic : Il est composé de l'administration publique, des services d'enseignement, des services de santé et services sociaux et des services publics.

2. Services à la production : Ils sont composés des services professionnels, scientifiques et techniques, des services financiers, d'assurances et immobiliers, des services administratifs et des services de transport et entreposage.

3. Services à la consommation : Ils sont composés des services commerciaux, des services d'information, culturels et de loisirs, des services d'hébergement et de restauration et des autres services.

II UNE INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE AU RALENTI

L'industrie manufacturière regroupait, en 2012, 8 % de l'économie de la Capitale-Nationale, comparativement à 14 % au Québec. Cette proportion a diminué au cours des cinq dernières années alors qu'elle comptait pour environ 10 % du PIB régional en 2007 (17 % au Québec). Ainsi, le secteur de la fabrication s'est replié en moyenne de 1,6 % par année (-0,8 % au Québec) entre 2007 et 2012.

La région a dû composer au cours des dernières années avec la fermeture et la consolidation d'entreprises œuvrant dans les secteurs de la transformation du bois, du papier, du caoutchouc et des plastiques. Certaines incertitudes persistent toujours du côté des fabricants de meubles et de produits chimiques. Ces derniers doivent continuer à s'ajuster à une compétition accrue sur les marchés internationaux en raison, notamment, de l'arrivée de nouveaux joueurs provenant des pays émergents. La demande mondiale plus faible, entre autres, en provenance des États-Unis a également contribué à ralentir la production.

Cependant, d'autres secteurs manufacturiers offrent des perspectives de croissance positives dans la région. C'est le cas notamment des produits à plus grande valeur ajoutée tels que la transformation alimentaire, la fabrication de produits métalliques et la fabrication de produits informatiques, électroniques et électriques. Leur apport est encore insuffisant pour freiner le recul observé pour l'ensemble de l'industrie manufacturière, mais les efforts constants pour accroître leur part de marché pourraient porter fruit à moyen et long termes.

II UNE INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DYNAMIQUE

L'industrie de la construction représente plus de 6 % du PIB de la Capitale-Nationale, une proportion similaire à celle observée dans l'ensemble du Québec. Entre 2007 et 2012, cette industrie a affiché un taux de croissance annuel moyen de 6 % (idem au Québec). Cette forte progression a été soutenue par le développement de plusieurs infrastructures publiques et industrielles de même que par l'expansion des marchés résidentiel, institutionnel et commercial sur l'ensemble du territoire de la Capitale-Nationale. Des projets qui ont contribué à améliorer la qualité de vie de la population, à offrir un environnement d'affaires compétitif favorable à l'investissement et à soutenir la diversité industrielle de la région.

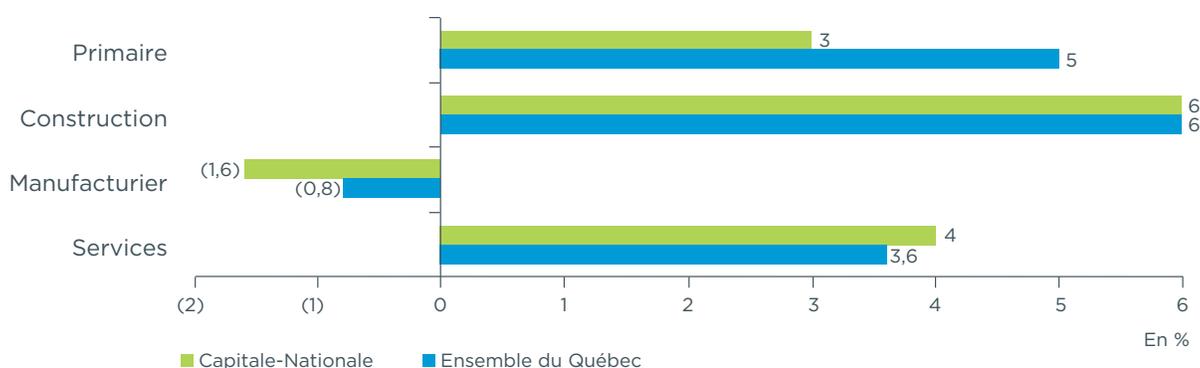
L'industrie de la construction va poursuivre sa progression au cours des prochaines années, s'appuyant sur les nombreux projets en cours et annoncés. Les constructeurs du marché résidentiel et d'édifices de bureaux s'assureront cependant que les conditions favorables soient réunies avant d'aller de l'avant afin de ne pas inonder le marché. Quant au secteur commercial, il profitera des projets mixtes (résidentiel-bureaux-commercial) et de l'ajout de services de proximité. Le secteur industriel demeurera lui aussi actif s'appuyant sur les efforts des entreprises pour accroître leur compétitivité et leur productivité. Enfin, plusieurs projets d'envergure liés au réseau de transport, aux infrastructures publiques, au secteur de l'énergie et aux installations récréotouristiques contribueront à soutenir la croissance.

II UN SECTEUR PRIMAIRE PLUS MODESTE, MAIS...

Le secteur primaire représente à peine 1 % de l'économie de la Capitale-Nationale (3 % au Québec) et il a affiché une croissance annuelle moyenne de 3 % (+5 % au

Québec) entre 2007 et 2012. Bien que son poids apparaisse faible, il constitue un levier économique important pour certaines MRC de la région dont l'économie repose en partie sur les secteurs de la transformation alimentaire, du bois et des produits minéraux non métalliques. Toutefois, le secteur primaire demeure fragilisé par les coûts d'acquisitions élevés du côté agricole et par les aléas des grands donneurs d'ordres de l'industrie forestière.

Taux de croissance annuel moyen du PIB par secteur d'activité (%), 2007-2012 (en dollar courant)



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

II PERSPECTIVES

Les perspectives sont favorables pour la Capitale-Nationale. L'expansion du secteur des services, la possibilité de trouver un équilibre du côté manufacturier, la poursuite de grands chantiers et les opportunités qu'offre l'industrie primaire laissent croire que la région maintiendra une croissance de son PIB au prix de base entre 3 % et 3,5 % dans les prochaines années. Cette hypothèse permettrait ainsi à la Capitale-Nationale de doubler ses revenus sur une période de 20 ans.

Les perspectives de croissance tiennent aussi compte des disparités économiques entre le centre, que constitue le territoire de Québec et les MRC. Québec s'est forgé un environnement d'affaires compétitif et attrayant ces dernières années qui lui permettra d'appuyer le développement de ses entreprises dans le futur. Ce processus doit également contribuer à son rayonnement sur les MRC périphériques. Celles-ci ont d'ailleurs besoin de projets structurants et rassembleurs afin de solidifier davantage leur économie qui demeure fragilisée par la rareté de main-d'œuvre qualifiée, leur faible diversité industrielle et la saisonnalité de certaines activités notamment du côté récréotouristique.

Finalement, soulignons que l'Indice de développement économique (IDE), développé par le ministère des Finances et de l'Économie, montre que la région de la Capitale-Nationale présente un niveau de développement économique supérieur à l'ensemble de ses consœurs à l'échelle du Québec, et ce, depuis une dizaine d'années. En 2012, l'indice régional était de 106, devançant Laval (104,9) et Montréal (102,6), ses plus proches concurrentes. Cette performance s'explique principalement par un marché du travail en bonne santé, un taux de scolarité des plus élevés au Québec, une majoration des revenus et une amélioration de la croissance démographique.



PORTRAIT DÉMOGRAPHIQUE

La Capitale-Nationale regroupe 8,8 % de la population québécoise et elle constitue la 3^e région administrative en importance derrière Montréal (24,6 %) et la Montérégie (18,3 %). En 2012, elle comptait 707 984 habitants et affichait une croissance moyenne de 1,0 % sur une période de 5 ans. Avec cette performance, la Capitale-Nationale dépasse les attentes des différents scénarios prévisionnels qui laissaient entrevoir une progression d'au plus 0,7 % annuellement.

Si toutes les composantes administratives de la Capitale-Nationale ont contribué à la croissance démographique entre 2011 et 2012, une analyse des 5 dernières années nous permet d'observer des disparités importantes entre les différentes MRC. Ainsi, de 2007 à 2012, le territoire de la ville de Québec et les MRC de La Jacques-Cartier, de La Côte-de-Beaupré et de Portneuf ont enregistré une hausse de leur population comprise entre 4,6 % et 18 %. Le nombre d'habitants est demeuré stable du côté de l'Île d'Orléans et de Charlevoix, alors qu'il a diminué de 1,1 % du côté de Charlevoix-Est.

CROISSANCE
DE **5,1 %** DE
LA POPULATION
DEPUIS 2007

Indicateurs démographiques, MRC de la Capitale-Nationale, 2007 et 2012

	Charlevoix	Charlevoix-Est	Île d'Orléans	Côte-de-Beaupré	Jacques-Cartier	Portneuf	Québec
Population (nombre)							
2007	13 113	16 296	6 955	23 506	30 990	46 986	535 477
2012	13 166	16 124	6 949	25 379	36 581	49 779	560 006
Variation (%)	0,4	(1,1)	(0,1)	8,0	18,0	5,9	4,6
Âge moyen (années)							
2007	45,3	43,6	44,0	41,7	35,7	42,9	41,6
2012	46,8	45,0	45,9	42,1	36,0	43,8	42,5

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

II ACCROISSEMENT NATUREL

Le boum des naissances est l'un des facteurs qui contribuent à l'amélioration des perspectives démographiques. Bien que la région comptait sur un accroissement naturel positif au début des années 2000, le nombre de naissances était relativement bas se situant autour de 5 400 annuellement. À partir de 2004, on observe une augmentation graduelle du nombre de nouveau-nés qui s'accéléra par la suite à partir de 2007. En 2012, la Capitale-Nationale dénombrait 7 520 nouveau-nés, un niveau qui prévalait à la fin des années 1980 et au début des années 1990.

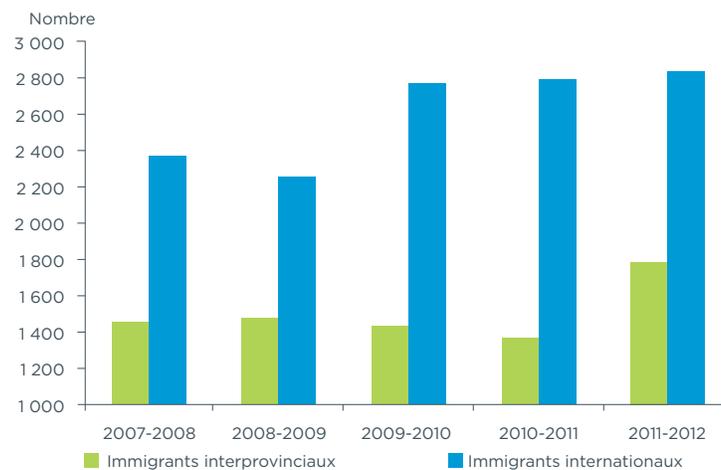
II UN BILAN MIGRATOIRE FAVORABLE

L'accroissement démographique régional repose aussi sur une amélioration du bilan migratoire. Selon les dernières données disponibles, entre 2007 et 2012, la Capitale-Nationale a accueilli annuellement une moyenne de 2 600 immigrants internationaux. Si la moyenne annuelle a peu changé du côté de l'immigration interprovinciale, elle s'est considérablement améliorée du côté international. En effet, si l'on compare avec la fin des années 1990, c'est plus de 1 000 immigrants internationaux de plus par année qui s'établissent dans la Capitale-Nationale. La disponibilité d'emplois qualifiés et spécialisés, l'accès abordable à la propriété et la qualité de vie figurent parmi les

attraits de la région auprès des nouveaux arrivants. Cependant, la Capitale-Nationale n'attire encore que 5,2 % des immigrants internationaux qui s'installent au Québec, une proportion bien en dessous de sa représentation démographique qui se situe à 8,8 %.

La région a également accueilli une moyenne annuelle de 1 500 immigrants en provenance d'une autre province entre 2007 et 2012. Bien que la situation se soit considérablement améliorée, la région affiche toujours un solde migratoire interprovincial négatif. Ainsi, au milieu du millénaire, la région pouvait compter 1 000 sortants de plus que d'entrants, alors que la perte nette se situe à environ 150 aujourd'hui. La région éprouve donc encore de la difficulté à retenir sa population notamment celle âgée de 25 à 34 ans.

Nombre d'immigrants selon la provenance dans la Capitale-Nationale



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

Quant au solde migratoire interrégional, il demeure positif. À cet effet, la Capitale-Nationale exerce son attrait auprès de toutes les régions du Québec, maintenant un solde migratoire positif avec chacune d'elles à l'exception de Chaudière-Appalaches. Au cours des 5 dernières années, près de 17 000 personnes quittent annuellement leur région pour s'établir dans la Capitale-Nationale, alors qu'environ 14 000 font le chemin inverse. Les nouveaux arrivants proviennent en grande partie des régions de la Chaudière-Appalaches, de Montréal et de la Montérégie. La Capitale-Nationale attire plus de nouveaux arrivants qu'elle n'en perd dans presque toutes les catégories d'âge. Seule exception, les 25-34 ans qui demeurent plus nombreux à quitter qu'à entrer dans la région.

Flux migratoires entre la Capitale-Nationale et chaque région administrative, 2011-2012

Région	Entrants	Sortants	Solde migratoire
Bas-Saint-Laurent	1 208	746	462
Montérégie	1 727	1 424	303
Côte-Nord	930	642	288
Estrie	673	469	204
Lanaudière	544	361	183
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1248	1097	151
Laurentides	563	432	131
Laval	311	211	100
Centre-du-Québec	660	562	98
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	456	359	97
Abitibi-Témiscamingue	282	194	88
Montréal	2 157	2 082	75
Mauricie	938	869	69
Nord-du-Québec	120	87	33
Outaouais	516	507	9
Chaudière-Appalaches	4 396	4 775	(379)
Total des régions	16 730	14 818	1 912

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

II UNE POPULATION VIEILLISSANTE

La population s'accroît dans la Capitale-Nationale, mais son vieillissement aussi. En 2012, l'âge moyen était de 42 ans (41 au Québec), l'un des plus élevés au Québec, comparativement à 41 ans en 2006 (40 au Québec) et 38 ans en 1996 (37 au Québec). Le boum des naissances et l'arrivée de nouveaux immigrants ne semblent pas encore suffisants pour atténuer les distorsions entre les différentes catégories d'âge.

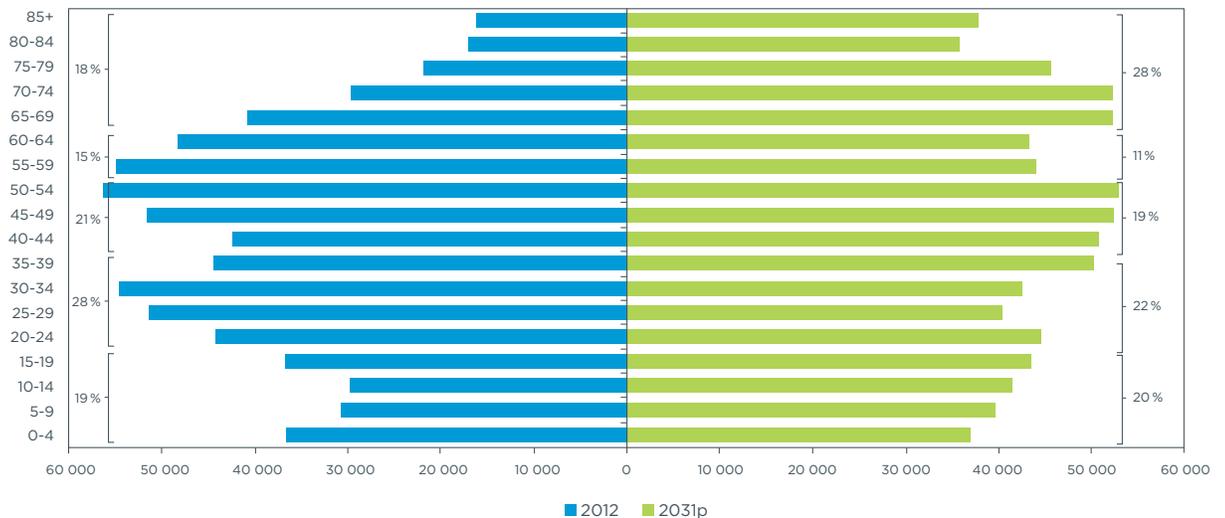
Ainsi, le nombre de personnes âgées de 0 à 24 ans est à la baisse, entraînant une diminution de leur proportion qui se situait à 25 % de la population en 2012, contre 27 % cinq ans plus tôt. La population âgée de 25 à 44 ans progresse, mais son poids démographique se maintient autour de 27 %. Pour les 45 à 64 ans, leur nombre est également à la hausse, mais leur proportion reste inchangée à 30 %. Ce sont les 65 ans et plus qui voient leur proportion augmenter considérablement atteignant près de 18 % en 2012 alors qu'elle se situait à 16 % en 2007.

Ce vieillissement de la population a des impacts importants notamment sur la disponibilité de main-d'œuvre. La population en âge de travailler, soit celle âgée de 15 à 64 ans, se chiffrait à 485 200 personnes en 2012, une croissance annuelle moyenne de 0,5 %. Même si l'on observe une faible croissance, le poids relatif de cette catégorie d'âge décroît. Il ne représentait plus que 68,5 % en 2012, alors qu'il était de 70,4 % en

2007. Selon les projections les plus optimistes qui se rapprochent du portrait actuel, il pourrait passer sous la barre des 60 % d'ici 2030, et ce, en raison d'une décroissance appréhendée de la population de ce groupe d'âge d'ici 2020.

L'Indice de remplacement est aussi préoccupant. Il y a 5 ans, pour 10 personnes aptes à prendre leur retraite (55-64 ans), 15 jeunes âgés de 20 à 29 ans étaient potentiellement aptes à prendre la relève. Aujourd'hui, le ratio est passé de 9 jeunes pour 10 retraités potentiels et il pourrait diminuer autour de 8 pour 10 au milieu des années 2020 selon les projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec. Notons que l'indice de remplacement du territoire de la ville de Québec et de la MRC de La Jacques-Cartier est à l'équilibre présentement. Pour les autres MRC, l'indice compte entre 5 et 6 jeunes aptes à prendre la relève de 10 personnes à l'approche de leur retraite.

Pyramide des âges pour la Capitale-Nationale 2012 versus 2031 et apport selon la catégorie d'âge



Note: Les données pour 2031 sont tirées du scénario fort de l'ISQ, puisqu'elles s'approchent le plus de la situation démographique actuelle de la Capitale-Nationale
p: prévision
Sources: Institut de la statistique du Québec et Québec International

II PERSPECTIVES

En somme, la Capitale-Nationale affiche un bilan démographique favorable. Le nombre de naissances a augmenté et le solde migratoire ne cesse de s'améliorer, permettant de soutenir une croissance de la population de 1 % annuellement. Le nombre d'habitants continuera de s'accroître dans la région selon les différents scénarios prévisionnels en raison notamment du contexte économique favorable qui contribue à l'amélioration des soldes migratoires. Cependant, le vieillissement de la population demeure un enjeu particulièrement important dans un contexte de rareté de main-d'œuvre.

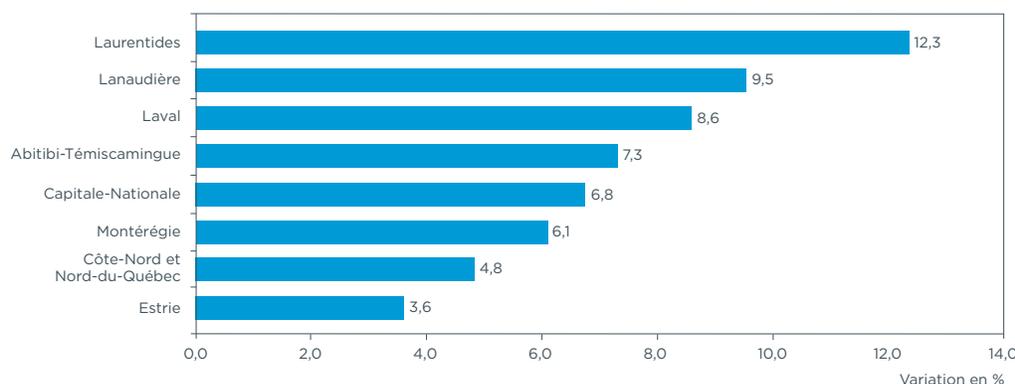
MARCHÉ DU TRAVAIL

La croissance économique soutenue maintient la pression sur le besoin de main-d'œuvre dans la Capitale-Nationale. En 2013, la région a atteint un nouveau sommet de 382 300 emplois, 200 de plus qu'en 2012. Bien que la création ait été modeste, elle est demeurée positive pour une quatrième année consécutive et elle s'est ajustée aux nombreuses fluctuations observées tout au long de l'année. Les opportunités qui s'offrent aux travailleurs de la région ont contribué à faire diminuer le taux de chômage de 0,6 point de base par rapport à 2012, pour atteindre 5,1 % l'an dernier. La Capitale-Nationale enregistrait le plus faible taux au Québec, reprenant ainsi la position que la Chaudière-Appalaches lui avait ravie en 2011 et 2012.

Les nombreux changements qui se sont opérés au tournant des années 2000, pour appuyer la diversification du tissu économique régional, ont grandement accru les perspectives d'embauche dans la Capitale-Nationale. Le nombre d'emplois a d'ailleurs affiché une croissance moyenne de 2,3 % entre 2000 et 2010, contre 0,2 % entre 1990 et 2000. De son côté, le taux de chômage est passé sous la barre des 6 %, reléguant aux oubliettes les taux de 9 % à 13 % observés lors de la décennie précédente. De plus, le besoin de main-d'œuvre s'est observé dans l'ensemble des composantes régionales. Le secteur des services a compté sur la progression des services à la production et des services publics. L'expansion des secteurs résidentiel et non résidentiel a soutenu l'accroissement des offres d'emploi dans la construction. La création de niches a ouvert de nouvelles opportunités dans l'industrie manufacturière, bien que la crise économique de 2009 ait ramené le plancher d'emploi au niveau qui prévalait au début des années 1990.

CROISSANCE
MOYENNE
DE L'EMPLOI
DE **2 %**
ANNUELLEMENT

Croissance de l'emploi sur une période de 5 ans



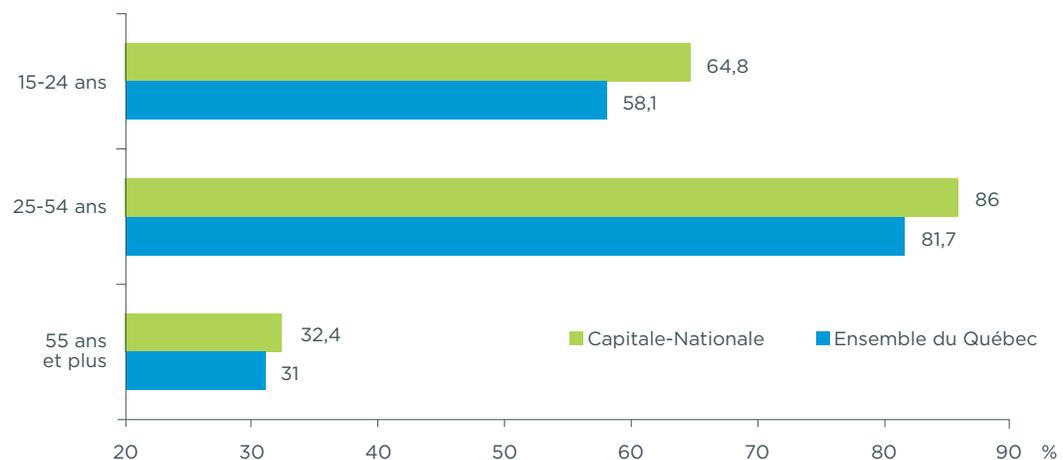
Note: Sélection des 8 régions administratives les plus performantes
Sources: Statistique Canada et Québec International

Les efforts passés serviront de tremplin au marché du travail de la Capitale-Nationale pour les années à venir. Toutefois, la croissance de 0,1 % de l'emploi enregistré en 2013 rappelle que la région devra s'ajuster à certaines contraintes susceptibles de modérer la création d'emplois. Tout d'abord, la rareté de main-d'œuvre disponible prend de l'ampleur. Le contexte est particulièrement important chez ceux dans la force de l'âge, soit les 25-54 ans, où les taux de chômage et d'emploi étaient respectivement de 3,9 % et de 86 % l'an dernier (6,4 % et 81,7 % au Québec). Le repli de la population

active de 0,5 % en 2013 (+1 % au Québec), combiné à un scénario baissier pour la population en âge de travailler, continuera de moduler le nombre de candidats potentiels dans un avenir rapproché.

Aussi, la Capitale-Nationale présente des disparités entre le territoire de la ville de Québec et les MRC situées en périphérie. Ces dernières offrent moins de stabilité aux travailleurs puisqu'elles sont bien souvent confrontées à la saisonnalité des emplois. En effet, leur économie repose en grande partie sur le tourisme et l'agroalimentaire qui les rend vulnérables dans leurs efforts d'attraction et de rétention de talents. Malgré les énergies déployées pour diversifier leur secteur industriel, le pouvoir attractif du centre, le vieillissement de la population et les changements apportés au régime d'assurance-emploi freinent les gains d'emplois substantiels.

Taux d'emploi par catégorie d'âge dans la Capitale-Nationale et l'ensemble du Québec, 2013



Sources : Statistique Canada et Québec International

II DES EMPLOIS DIVERSIFIÉS DANS LE SECTEUR DES SERVICES

Le secteur des services regroupait plus de 87 % des emplois de la région en 2013, comparativement à une moyenne de 84 % dans les années 1990 (79 % et 73 % respectivement au Québec). Celui-ci a donc accru son importance au cours des dernières années, amenant la Capitale-Nationale à compter 333 400 emplois en 2013. Malgré un premier repli en 14 ans, soit de 2 600 emplois l'an dernier, les opportunités d'embauche demeurent nombreuses.

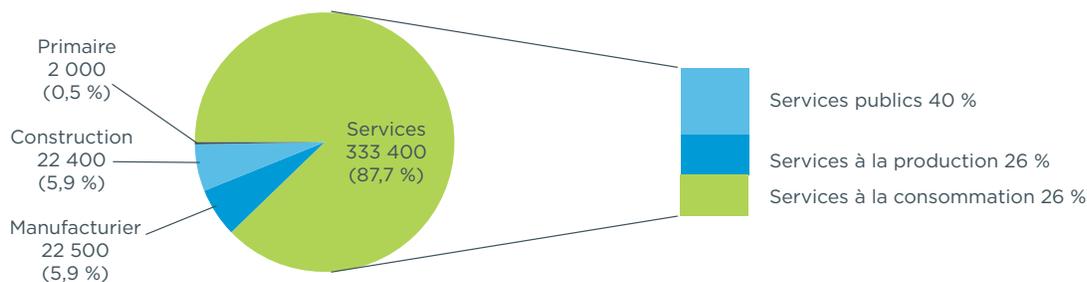
L'ensemble du secteur public demeure un joueur important pour la Capitale-Nationale. Certes, les restrictions budgétaires ont freiné l'embauche du côté de l'administration publique. En contrepartie, l'expansion du milieu de l'enseignement et de la santé et des services sociaux a accentué l'ouverture de nouveaux postes. Cette situation permet donc au secteur public de maintenir un poids représentatif d'environ 40 % des emplois totaux dans les services, et ce, depuis plus d'une vingtaine d'années.

Deuxième en importance, les services à la consommation affichent une croissance de l'emploi plus modérée depuis la deuxième moitié des années 2000. En raison de cette détente, il regroupait en 2013 34 % des emplois du secteur des services, contre 36 % il y a cinq ans. Dynamisé par l'arrivée des *powers centers* à l'aube du millénaire, le secteur commercial reprend un rythme plus soutenable et s'ajuste à l'arrivée de

nouvelles grandes chaînes et à l'ajout de services de proximité (pharmacies, épiceries, boutiques, etc.). Pour sa part, le secteur de l'hébergement et de la restauration affiche une stabilité au chapitre de l'emploi, et ce, depuis près de 10 ans. Et il n'est pas seul, car celui rattaché aux services culturels, de loisirs et d'information connaît une situation presque similaire. La région n'a pas chômé ces dernières années. Le nombre de voyageurs a dépassé la barre du million à l'aéroport de Québec. Le nombre de croisiéristes a fracassé de nouveaux records. La clientèle touristique s'est également diversifiée avec la tenue de nouveaux congrès et de grands événements culturels, d'affaires et sportifs d'envergure nationale et internationale. Toutefois, la création d'emplois a été ralentie par la rareté de candidats potentiels disponibles, de même que la saisonnalité et la précarité des postes offerts. L'absence de nouveaux joueurs majeurs du côté hôtelier et les investissements encore insuffisants pour moderniser les installations récréotouristiques existantes en périphérie de Québec ont également modéré les opportunités d'embauche.

De leur côté, les services à la production gagnent en importance. Sur une période de 10 ans, leur poids relatif est passé de 24 % à 26 % en moyenne. En 2013, ils regroupaient près de 30 % des emplois du secteur des services. L'expansion du secteur des technologies de l'information et des communications (jeux vidéo, optique-photonique, conception de systèmes informatiques, etc.) et l'ouverture de postes en ingénierie a permis à l'ensemble des services professionnels, scientifiques et techniques de prendre le premier rang. Les services financiers, d'assurances et immobiliers suivent au deuxième rang grâce à la présence de nombreux sièges sociaux et de l'expertise qui se développe dans la Capitale-Nationale. Ce secteur profite aussi de la diversification des champs d'intérêt des leaders régionaux qui ont investi dans le milieu immobilier. Les efforts de diversification du côté aéroportuaire et portuaire, l'expansion du commerce de détail et l'amélioration continue du transport en commun ont accru le besoin de main-d'œuvre dans l'ensemble du secteur du transport et de l'entreposage.

Répartition de l'emploi par secteur, région de la Capitale-Nationale, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

II L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION CONTINUE DE FAIRE LE PLEIN

L'industrie de la construction a fait le plein de travailleurs dans la Capitale-Nationale. En cinq ans le nombre a augmenté de 50 %, pour atteindre 22 400 en 2013. Les projets sont nombreux et diversifiés. Malgré une détente de l'activité, le parc résidentiel a continué de s'agrandir. La région a continué de faire le plein d'espaces de bureaux et de laboratoires de recherche. Le secteur industriel s'est impliqué davantage dans la modernisation de ses installations. La réfection des infrastructures publiques et du réseau routier, de même que le lancement de parcs éoliens sont aussi des exemples

qui offrent de nouvelles perspectives de carrière dans le secteur de la construction. Les opportunités demeureront nombreuses au cours des prochaines années puisque la région dénombre plus de 300 projets d'envergure en cours et annoncés qui généreront plus de 10 G\$ d'ici 2020. Cependant, la création d'emplois pourrait connaître un rythme plus modéré. Le marché résidentiel a entamé une détente progressive en 2013. La rareté de main-d'œuvre et les remplacements liés aux départs à la retraite pourraient également limiter les gains potentiels.

II LE SECTEUR MANUFACTURIER À LA RECHERCHE DE STABILITÉ

Au début des années 2000, le nombre d'emplois manufacturiers ne cesse de progresser pour atteindre un sommet de 37 000 en 2006. Malheureusement, l'effervescence est de courte durée. L'accroissement de la compétition étrangère, la hausse des coûts de production et la parité du huard avec le billet vert américain mettront fin à cette embellie les années suivantes. En 2013, le nombre d'emplois avait reculé de 39 % dans la Capitale-Nationale par rapport au sommet de 2006, pour atteindre 22 500, un niveau équivalent à celui observé au début des années 1990. De plus, au cours des cinq dernières années, l'apport du secteur de la transformation dans la région passera de 11 % à 6 % des emplois totaux.

La présence de leaders dans la région en technologies de l'information et des communications et dans le milieu médical ouvre des opportunités pour les travailleurs axés sur la fabrication de matériel informatique, médical et chimique. Le potentiel qu'offre le secteur agricole, combiné au développement de niches dans les aliments nutraceutiques, consolide les emplois dans la transformation alimentaire. Le besoin de travailleurs se maintient aussi du côté de la fabrication de matériel de transport, de machinerie et d'équipements en raison de la reconnaissance de l'expertise régionale et les retombées de grands donneurs d'ordres. Secouée par la fermeture de scieries et de papetières, l'industrie de la transformation du bois tente de freiner l'hémorragie du côté de l'emploi en misant sur le développement d'expertises dans la construction de bâtiments verts, mais aussi dans l'exploitation de la biomasse. Ces nombreux exemples devraient contribuer à offrir de nouvelles opportunités d'embauche du côté manufacturier dans la région, notamment pour les travailleurs qualifiés et spécialisés. Cependant, en raison de la petite taille des entreprises et de leur marché, la création d'emplois demeurera graduelle.

II UN SECTEUR PRIMAIRE MODESTE

Le secteur primaire regroupe moins d'un pour cent des emplois dans la Capitale-Nationale. Toutefois, il joue un rôle économique important pour plusieurs MRC. Sa diversité et l'opportunité d'offrir des produits certifiés contribuent à ouvrir de nouvelles alternatives à l'industrie de la transformation alimentaire. Ces qualités donnent également l'occasion de développer des circuits agrotouristiques afin de faire découvrir les produits régionaux. Si l'activité a ralenti ces dernières années pour le secteur forestier, celle rattachée à l'industrie minière se maintient. Elle profite notamment des activités rattachées à l'extraction de silice, de granite et de calcaire. Les opportunités d'emploi demeurent donc nombreuses dans la région dans l'industrie primaire, mais les exigences, notamment physiques, les contraintes saisonnières et la fragilité de certaines fermes freinent le nombre de candidats potentiels.

Variation de l'emploi par secteur, région de la Capitale-Nationale, 2013

Secteur	2003-2008	2008-2013
Secteur primaire	(17,1)	(41,2)
Construction	15,4	35,8
Fabrication	9,3	(29,7)
Services	9,3	9,6
Emploi total	9,7	6,8

Sources : Statistique Canada et Québec International

II PERSPECTIVES

Les opportunités d'emploi demeurent nombreuses dans la Capitale-Nationale. La région peut compter sur un secteur des services qui accroît ses besoins de main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs créateurs de richesse. La diversification des projets soutient l'attractivité pour l'industrie de la construction. Le développement de niches semble freiner l'hémorragie du côté manufacturier, alors que les besoins demeurent constants dans le secteur primaire.

Néanmoins, nos perspectives laissent entrevoir une croissance de l'emploi plus modérée dans les années à venir. La Capitale-Nationale devra notamment s'ajuster aux contraintes rattachées au vieillissement de la population. À cet effet, les récentes perspectives d'Emploi-Québec prévoyaient que près de 66 000 postes seront à combler d'ici 2016, dont 80 % seront attribuables à des départs à la retraite à remplacer et 20 % à la création de nouveaux emplois.

La rareté de main-d'œuvre qualifiée disponible s'inscrit aussi comme un enjeu régional, comme nous le rappellent le faible taux de chômage et le fort taux d'emploi observés dans la Capitale-Nationale, particulièrement chez les 25-54 ans. Moins visible au centre de la région administrative, la saisonnalité de certains emplois est une préoccupation pour les autres MRC. L'atténuation de cette contrainte dépendra des efforts mis de l'avant pour améliorer l'offre touristique, appuyer la diversification du tissu industriel et développer de nouvelles alternatives liées au secteur agroalimentaire.

Indicateurs du marché du travail, MRC de la Capitale-Nationale, 2006 et 2011

	Charlevoix	Charlevoix-Est	Île d'Orléans	Côte-de-Beaupré	Jacques-Cartier	Portneuf	Québec
Nombre de travailleurs de 25-64 ans							
2006	5 095	6 537	2 930	10 590	15 094	18 905	228 126
2011	5 271	6 466	2 767	11 386	18 013	20 799	236 281
Variation (%)	3,5	(1,1)	(5,6)	7,5	19,3	10,0	3,6
Taux de travailleurs de 25-64 ans (%)							
2006	68,1	69,2	72,5	78,1	81,3	70,7	74,5
2011	73,6	72,2	73,0	81,0	86,8	76,3	74,0

Note: Le nombre de travailleurs est un indicateur élaboré par l'Institut de la statistique du Québec à partir des statistiques fiscales des particuliers

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International



REVENU PERSONNEL

Selon les dernières données de l'ISQ, le revenu personnel disponible des ménages par habitant (RPD par habitant) était de 27 616 \$ dans la Capitale-Nationale en 2012 (26 347 \$ au Québec). Cet indicateur affichait une progression moyenne annuelle de 2,3 % (+1,9 % au Québec) et positionnait la région au quatrième rang à l'échelle du Québec. La Capitale-Nationale demeurait compétitive par rapport à la Montérégie (27 769 \$). Cependant, l'écart persistait avec la Côte-Nord (28 582 \$) et l'Abitibi-Témiscamingue (27 794 \$), dont l'économie est dépendante des grands donneurs d'ordres du secteur minier et de l'industrie de la première transformation des métaux.

4^e RANG
AU QUÉBEC
POUR LE RPD
(27 616 \$
EN 2012)

II DES DISPARITÉS

Le RPD par habitant s'améliore dans la Capitale-Nationale, mais des écarts persistent entre les différents territoires qui composent la région administrative. En 2012, les MRC de La Jacques-Cartier (33 692 \$), de l'Île d'Orléans (31 481 \$) et de La Côte-de-Beaupré (29 848 \$) surpassaient la moyenne régionale. Elles profitaient notamment des retombées que leur procure leur position de proximité avec le territoire de la ville de Québec. En effet, près de 60 % des travailleurs de ces MRC s'y déplacent pour aller travailler. De son côté, la ville de Québec se maintenait au-dessus de la moyenne régionale avec un RPD de 27 464 \$ en 2012. La présence de grandes entreprises dans les services spécialisés, de sièges sociaux et de l'administration publique lui confère un certain avantage. Situées aux extrémités est et ouest, les MRC de Charlevoix-Est, de Charlevoix et de Portneuf tiraient de l'arrière avec un RPD par habitant respectif de 22 967 \$, de 24 466 \$ et de 25 525 \$. Ces dernières doivent composer avec un repli de l'industrie forestière et de ses activités connexes, de même qu'avec des difficultés persistantes pour diversifier davantage leur économie.

Revenu personnel disponible par habitant

	2008	2009	2010	2011	2012	TCAM %
Québec	25 108	25 990	26 062	26 827	27 464	2,3
La Jacques-Cartier	30 046	31 027	31 902	33 853	33 692	2,9
L'Île d'Orléans	29 381	29 062	29 584	30 216	31 481	1,7
La Côte-de-Beaupré	25 798	26 968	27 589	29 148	29 848	3,7
Portneuf	22 037	22 777	23 387	24 788	25 525	3,7
Charlevoix	21 269	21 901	22 927	23 366	24 466	3,6
Charlevoix-Est	21 187	21 894	21 825	22 411	22 967	2,0
Capitale-Nationale	25 027	25 900	26 094	26 988	27 616	2,5
Ensemble du Québec	24 389	24 638	24 914	25 783	26 347	1,9

TCAM: Taux de croissance annuelle moyen
Source: Institut de la statistique du Québec

II PERSPECTIVES

Considérant les perspectives positives rattachées à la croissance économique, la création d'emplois et l'investissement, le RPD par habitant continuera de s'accélérer dans la Capitale-Nationale. La majoration de la rémunération des salariés et des transferts des administrations publiques (prestations, allocations, bourses, indemnités, régimes de pension, etc.) contribueront à cette progression et atténueront l'effet des hausses d'impôts et des autres cotisations. Toutefois, les disparités entourant les composantes administratives de la région persisteront, laissant présager que la croissance moyenne annuelle du revenu personnel disponible se maintiendra à l'intérieur d'un intervalle compris entre 2 % et 3 %.



INVESTISSEMENT

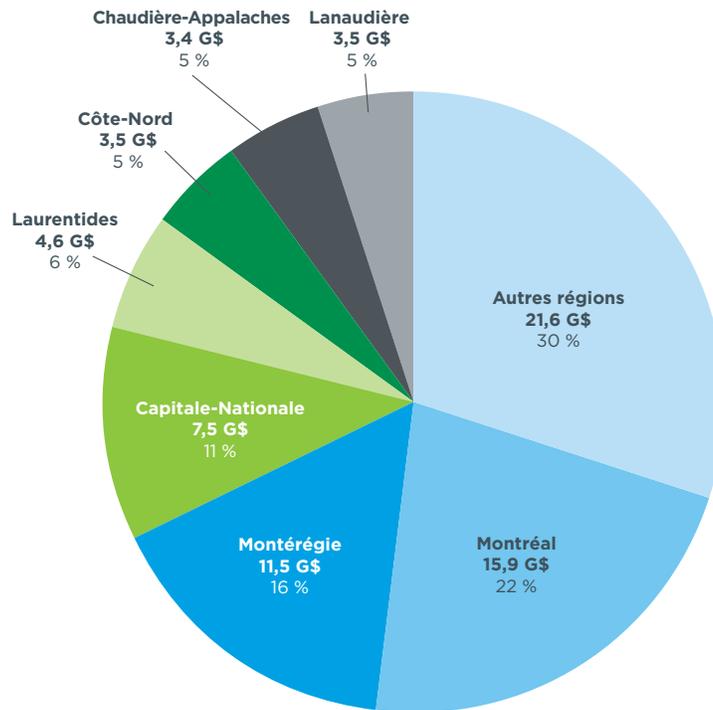
Les projets d'investissement se multiplient sur le territoire de la Capitale-Nationale. La région poursuit ses efforts pour se doter d'infrastructures efficaces qui répondent aux besoins des entreprises souhaitant s'implanter, croître et faire affaire. Des investissements permettent également de bonifier et diversifier l'offre de service à la population.

En 2013, l'ISQ estimait les dépenses en immobilisation à 7,5 G\$ dans la Capitale-Nationale, regroupant ainsi 10,5 % des sommes investies au Québec, comparativement à 22 % pour Montréal et 16 % pour la Montérégie. L'étalement sur plusieurs phases de certains projets majeurs permettra d'ailleurs de profiter pendant encore plusieurs années de cette effervescence régionale.

7,5 G\$

INVESTIS DANS
LA CAPITALE-
NATIONALE
EN 2013

Répartition des investissements au Québec en 2013 par région administrative



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

L'emplacement géographique stratégique, l'accessibilité à un bassin de main-d'œuvre qualifiée, la capacité d'innovation des entreprises et des nombreux centres de recherche, la qualité des infrastructures et le coût de la vie abordable constituent autant d'éléments favorables qui stimulent les dépenses en immobilisation dans la Capitale-Nationale. Notons que ces facteurs ont valu à la ville de Québec, le 2^e rang mondial, parmi les villes comptant 500 000 à 2 000 000 d'habitants, dans la récente étude *Choix concurrentiels 2012* de KPMG. Québec maintient cette position depuis une dizaine

d'années, et ce, malgré le fait que plusieurs pays ont mis en place de généreux incitatifs pour relever leur économie à la suite de la crise de 2009. En 2012, KPMG établissait qu'il en coûtait 5,8 % moins cher de faire affaire à Québec par rapport à la moyenne des villes américaines.

II UN SECTEUR DES SERVICES DYNAMIQUE ET DIVERSIFIÉ

Le secteur des services regroupe en moyenne 60 % des investissements en immobilisation dans la Capitale-Nationale. Pour 2013, les dépenses pourraient approcher la barre des 5 G\$. Ce secteur regroupe les services publics, les services à la production et les services à la consommation.

Premier en importance, les services publics engendreront plus de 60 % du total des investissements dans le secteur des services, soit près de 2,9 G\$ en 2013. De grands travaux, qui se poursuivront à moyen terme, ont retenu l'attention, dont la réfection du réseau routier et du réseau d'aqueduc, la construction d'un amphithéâtre multifonctionnel et l'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec. D'autres travaux en cours ou annoncés ont pour objectif de répondre à la demande de services culturels et récréatifs (bibliothèques, complexes sportifs, parcs récréotouristiques, etc.) et de services sociaux (centres d'hébergement, garderies, etc.), et ce, sur l'ensemble du territoire. L'implication du secteur public demeurera soutenue dans le futur en raison des projets annoncés entourant la réalisation de deux importants hôpitaux, du côté de Québec et de Baie-Saint-Paul, la réfection de la Citadelle et la modernisation de la base militaire de Valcartier.

Les services à la production suivent avec une proportion moyenne de 23 % des dépenses en immobilisation, représentant approximativement 1 G\$ en 2013. L'ajout d'espaces de bureaux, la mise en valeur de l'expertise des laboratoires et des centres de recherche, l'expansion des parcs technologique et industriel, le développement du potentiel éolien, de même que la modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires ont principalement retenu l'attention en 2013. L'étalement de certains projets sur plusieurs phases, combiné à la création d'entreprises, la préoccupation d'améliorer l'accès à la région et les efforts d'innovation contribueront à soutenir les projets d'investissement dans ces domaines d'activité à moyen et long termes.

Quant aux services à la consommation, ils regroupent en moyenne 17 % des dépenses du secteur des services, soit un montant d'environ 775 M\$ en 2013. L'ensemble des créneaux liés à l'hébergement, la restauration, de même que les services d'information, culturels et de loisirs, accaparent plus de la moitié des investissements en raison du fort potentiel touristique régional. La tenue de grands événements d'envergure nationale et internationale (congrès, festivals, compétitions, etc.), l'amélioration des infrastructures récréotouristiques (parcs d'amusement, stations de ski, sentiers d'excursion, etc.) et l'expansion du potentiel agrotouristique laissent entrevoir un maintien des dépenses en immobilisation dans un proche avenir. De son côté, le secteur commercial continuera de s'ajuster à la demande de services de proximité et pourrait contribuer à relancer certaines municipalités périphériques de Québec.

II UNE DÉTENTE POUR LE MARCHÉ RÉSIDENTIEL

L'activité résidentielle regroupe environ 35 % des sommes investies dans la Capitale-Nationale, pour un montant de 2,4 G\$ en 2013. Au sommet de son cycle entre 2007 et 2012, la région comptait en moyenne 4 700 nouvelles unités domiciliaires par

année. En 2013, le marché de l'habitation a commencé à laisser entrevoir des signes de détente, alors que moins de 4 500 unités sont attendues. Loin de s'effondrer, le nombre de mises en chantier retrouvera progressivement un équilibre plus soutenable se situant entre 3 000 et 4 000 unités annuellement. En effet, la demande d'unités neuves demeurera soutenue par plusieurs facteurs, dont la création de ménages, la création d'emplois, la majoration des revenus, le faible taux d'inoccupation locatif et les taux hypothécaires favorables.

II DES DÉPENSES PLUS MODESTES POUR L'ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE

Le secteur manufacturier génère en moyenne des dépenses en immobilisation de 200 M\$ annuellement. Cette tendance, observée depuis plus d'une quinzaine d'années, se poursuivra en 2013. Cependant, la représentativité de l'industrie de la transformation tourne autour de 3 % des investissements totaux de la région, contre près de 10 % à la fin des années 1990. Bien des chambardements ont bousculé la structure industrielle de la Capitale-Nationale ces dernières années. D'une économie manufacturière basée sur la fabrication de biens non durables, la région mise aujourd'hui sur la fabrication de biens durables. La transformation alimentaire, qui compte d'ailleurs un pôle d'excellence régional dans la production d'aliments santé, garde le cap du côté des biens non durables et profite des avantages que lui procurent la proximité du milieu agricole et la présence de centres de recherche de pointe. Toutefois, les fermetures passées dans le secteur du vêtement et textile, du caoutchouc et du plastique et plus récemment dans les pâtes et papiers ont freiné certains investissements. À l'inverse, la production de biens durables prend de l'expansion et stimule les dépenses en immobilisation. La région excelle notamment du côté de la fabrication de produits métalliques, de même que de produits informatiques, électriques et électroniques. Des perspectives positives pointent également dans la fabrication de matériel de transport et de machinerie, mais les résultats tardent à se faire sentir du côté des investissements.

Malgré les changements structurels, le secteur manufacturier continuera d'investir dans la Capitale-Nationale au cours des prochaines années. Une part des sommes consistera à répondre aux préoccupations entourant la productivité, la compétitivité et le développement de marchés, entraînant des travaux de modernisation, l'achat d'équipements et des projets d'innovation. De plus, il y a une volonté régionale d'améliorer l'environnement d'affaires, qui passe notamment par l'expansion et l'ajout des parcs industriels et technologiques et par l'amélioration des infrastructures de transport. Ces nouvelles infrastructures contribueront à offrir des installations efficaces et efficientes favorables au développement et à la diversification du secteur industriel.

II UNE INDUSTRIE PRIMAIRE MODESTE, MAIS...

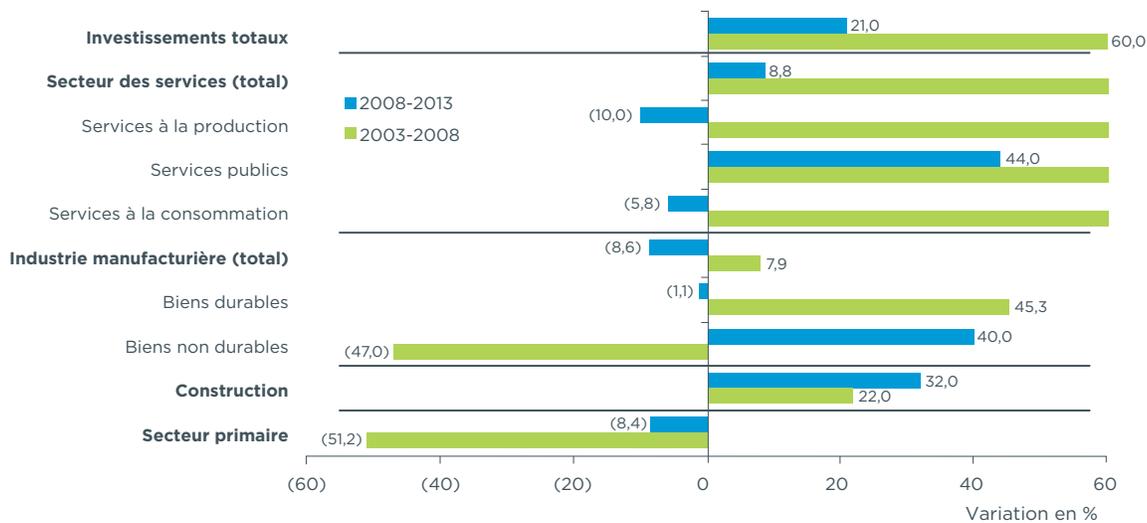
Enfin, le secteur primaire regroupe moins de 2 % des investissements dans la Capitale-Nationale, pour un montant inférieur à 50 M\$ en 2013. Bien que modestes, les milieux de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie et des mines contribuent à l'essor économique de plusieurs localités en périphérie de Québec, notamment du côté de l'Île d'Orléans, de Portneuf, de Charlevoix et de Charlevoix-Est. Pour assurer sa viabilité, le milieu agricole s'investit dans la transformation et l'industrie touristique afin d'accroître ses parts de marché auprès de la clientèle régionale et des voyageurs.

La diversité des projets de construction profite à l'extraction minière, alors que le secteur de la foresterie tarde à profiter des avancées technologiques entourant la biomasse.

II PERSPECTIVES

La Capitale-Nationale demeurera un pôle d'investissement majeur au Québec au cours des prochaines années. Plusieurs projets majeurs déjà en cours se poursuivront à court terme en raison de leur étalement sur plusieurs phases, contribuant d'ailleurs à éviter un surplus d'offres et des fluctuations des prix du côté immobilier. D'autres, actuellement sur la planche à dessin, se mettront en branle sous peu autant dans les secteurs des services, de la construction résidentielle, manufacturier et primaire afin d'accroître le potentiel économique des entreprises de la région et de soutenir leur compétitivité. De plus, la diversification qui s'opère dans la Capitale-Nationale crée de la synergie entre les différents secteurs d'activité, ajoutant d'autres raisons d'investir en R-D, en innovation et dans le développement d'infrastructures de transport, par exemple.

Croissance des investissements par secteur d'activité dans la Capitale-Nationale



Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International



TERRITOIRE DE QUÉBEC

Le territoire de Québec constitue l'entité la plus importante de la Capitale-Nationale. Elle regroupe 80 % de la population régionale avec ses 560 000 habitants, mais aussi du potentiel économique. Au cours des dernières années, elle s'est fait remarquer à l'échelle canadienne par sa volonté de renforcer son identité économique en misant sur la diversification de son tissu industriel et la croissance de son économie du savoir. Cette nouvelle dynamique a amené la ville à être proactive à l'égard des contraintes qui ont surgi, dont l'éclatement de la bulle technologique, les scandales financiers, le réveil des pays émergents et la crise économique mondiale de 2009. Cette stratégie s'est avérée la bonne puisque Québec a maintenu une croissance plus stable de ses différents indicateurs économiques (emploi, investissement, revenu, etc.) au cours des années 2000 alors qu'elle s'était montrée moins résiliente dans la décennie précédente marquée par les récessions de 1991 et de 1996 et les efforts des gouvernements pour assainir les finances publiques.

QUÉBEC
REGROUPE
80 % DE LA
POPULATION
RÉGIONALE

Pour accroître sa vitalité économique, Québec s'est graduellement investie à améliorer son environnement d'affaires et à se doter d'infrastructures efficaces répondant aux nouvelles exigences des entreprises souhaitant s'implanter, croître et faire affaire à Québec. L'amélioration de l'accès à la ville, la mise en place d'une plateforme intermodale efficace, la mise en valeur des expertises d'enseignement et en recherche, de même que le développement de parcs technologiques et industriels, ont aussi mobilisé les efforts. Dans ce contexte, la ville a démontré sa capacité et son expertise à faire de l'innovation un moteur de croissance, un atout dans un contexte mondial où les facteurs de compétitivité ne résident plus seulement dans les coûts ou les avantages géographiques. Elle a également mis à profit le développement de son économie du savoir qui s'appuie aujourd'hui sur des industries clés et des niches d'expertises à très fort potentiel tels les sciences de la vie, les technologies de l'information, l'optique-photonique, les assurances, la création multimédia, les aliments santé, le tourisme, le bâtiment vert et intelligent, les technologies environnementales et les matériaux avancés.

Québec fait face à plusieurs défis pour soutenir sa croissance économique et le développement de ses secteurs de force. La disponibilité de main-d'œuvre qualifiée constituera un facteur déterminant pour atteindre ses objectifs. En effet, selon les données du dernier recensement de Statistique Canada de 2011, le taux de chômage était de 4,7 % à Québec, soulevant le besoin de travailleurs dans la région. Son amélioration du bilan démographique, qui affiche une croissance annuelle moyenne de 1 %, comparativement à moins de 0,5 % au cours des années 1990, provient notamment d'une reprise graduelle du côté des personnes âgées de 25 à 54 ans. Malgré tout, nous ne pouvons passer sous silence que la population vieillit (âge moyen de 42 ans en 2012) et que cela a un impact sur l'indice de remplacement. En 2012, pour une personne potentiellement apte à prendre sa retraite (55-64 ans), 1 jeune âgé de 20 à 29 ans était potentiellement apte à prendre la relève. La région se situait donc à l'équilibre, mais le ratio affichait une diminution puisqu'en 2007 ce ratio était de 5 départs potentiels pour 6 candidats prêts à entrer sur le marché du travail. Pour atténuer l'effet du vieillissement, l'immigration s'avère une solution à court et à moyen termes. Québec affiche d'ailleurs un bilan migratoire interrégional positif, soit un solde moyen de près de 600 personnes par année entre 2007 et 2012. Cependant, elle connaît des difficultés à retenir les 25-54 ans qui demeurent nombreux à quitter

pour aller s'établir dans une MRC périphérique ou dans la Chaudière-Appalaches en raison des coûts d'accessibilité à une propriété plus abordables. Québec affiche également un bilan positif du côté de l'immigration internationale en raison de l'accueil de 2 500 nouveaux arrivants en moyenne ces cinq dernières années. Toutefois, soulignons que la ville de Québec n'attire que 5 % des immigrants internationaux qui s'établissent annuellement au Québec (85 % dans la région de Montréal), une proportion inférieure à sa représentation démographique de 7 %. Enfin, le bilan migratoire interprovincial demeure négatif. La ville observe encore un nombre de sortants plus élevé que d'entrants en provenance d'une autre province. Le désir de poursuivre des études postsecondaires dans une autre province ou l'attrait de nouveaux défis explique en partie cette situation.

Les investissements devront également se poursuivre pour soutenir la diversification, la croissance, l'innovation et les exportations auprès des entreprises. Selon nos dernières compilations, le territoire de Québec compte actuellement plus de 140 projets majeurs non résidentiels annoncés et en cours qui généreront des investissements de plus de 4 G\$ d'ici les 10 prochaines années. Le marché institutionnel continuera d'investir pour répondre à la demande d'espaces de bureaux et de laboratoires, notamment du côté de Ste-Foy, de Lebourgneuf et d'Estimauville. Il s'impliquera aussi dans la modernisation des installations aéroportuaires et portuaires. De plus, il ajoutera de nouvelles infrastructures du côté de l'enseignement, de la santé et du tourisme.

Pour sa part, le secteur industriel poursuivra ses efforts dans l'achat de nouveaux équipements, la formation de son capital humain et l'intégration de processus innovants. Plusieurs visent ainsi à accroître leur compétitivité et leur expertise afin de gagner de nouvelles parts de marché. Ils désirent aussi être en mesure de satisfaire les besoins régionaux en offrant des produits de qualité qui contribueront à l'expansion des secteurs de force. L'intégration d'appareils robotisés et de processus automatisés pourrait, pour leur part, pallier en partie la rareté de main-d'œuvre. De plus, les autorités de la ville de Québec s'activent à développer de nouveaux espaces industriels, dont l'ouverture des parcs Michelet et D'Estimauville afin de pallier la rareté de terrains disponibles dans la vingtaine de parcs et zones industriels existants. De son côté, le secteur commercial poursuivra son expansion. Très dynamique au début des années 2000 avec l'arrivée de *power centers*, les projets pourraient être de moindre ampleur. Ils s'arrimeront notamment aux projets d'édifices de bureaux et résidentiels afin de satisfaire les besoins de proximité (restauration, épiceries, commerce de détail, etc.). Soulignons aussi que la tenue de nombreux festivals et événements culturels et sportifs dans la région contribue à stimuler l'amélioration de l'offre commerciale (restauration et hébergement).

La diversification du tissu économique, le développement de créneaux d'excellence et l'accroissement de l'expertise amènent les entreprises de Québec à être plus proactives sur la scène mondiale. Bien que les États-Unis constituent le principal partenaire commercial des entreprises québécoises, la crise économique de 2009 a amené certains à explorer de nouveaux marchés potentiels. Dans la région, l'Amérique du Sud, l'Europe, l'Asie, l'Inde et la Russie sont autant de destinations à la portée de nos entreprises. Bien entendu, pour soutenir les démarches de prospection et pour concrétiser les ententes, les exportateurs de Québec ont besoin de soutien. Cette situation ouvre de nouvelles opportunités pour les services d'affaires (avocats, juristes, comptables, actuaires, démarcheurs, etc.) présents à Québec et sollicite l'appui des différents paliers de gouvernement, également présents sur le territoire.

**140 PROJETS
MAJEURS
POUR DES
INVESTISSEMENTS
DE 4 G\$
D'ICI 10 ANS**

La dynamique qui s'est installée dans la région de Québec a donc permis au secteur privé de s'impliquer davantage dans le développement économique régional. De plus, sa proactivité a contribué à solidifier des créneaux porteurs en termes d'emplois de qualité, de dépenses en immobilisation et d'innovation. De son côté, le secteur public a joué un rôle de soutien, mais son importance n'a pas diminué pour autant. En effet, l'ensemble des services publics génère près de 35 % de l'économie de Québec (revenu, emploi, investissement, etc.), comparativement à 25 % dans l'ensemble du Québec. La réfection du réseau routier, la modernisation des infrastructures de santé et d'éducation, l'ajout d'espaces industriels, la présence de nombreux ministères et l'appui à de nombreux événements touristiques ne sont que quelques exemples de son implication. Bien que la dépendance de l'économie de Québec envers l'État diminue, ce dernier demeure un joueur économique important et cela devrait se poursuivre au cours des prochaines années.

Le visage de la région de Québec s'est radicalement transformé ces dernières années. Pour maintenir cet élan, l'ensemble de la communauté doit être mis à contribution. La disponibilité de main-d'œuvre qualifiée s'avère cruciale pour la croissance et la création de plusieurs entreprises. Les secteurs institutionnel et industriel doivent continuer d'innover afin d'accroître leur productivité et leur compétitivité. La croissance des exportations et la diversification des marchés figurent aussi parmi les priorités. Ainsi, notre écosystème entrepreneurial demeurera dynamique et contribuera à accroître l'accès aux capitaux.

Principaux indicateurs économiques du territoire de Québec

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	24 130	25 990	26 062	26 827	27 464
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,5	0,3	2,9	2,4
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	22 315	23 480	23 811	24 481	25 084
Variation annuelle (en %)	nd	nd	1,2	1,4	2,8	2,5
Population	523 064	535 477	545 023	550 399	555 496	560 006
Variation annuelle (en %)	0,6	0,7	0,9	1,0	0,9	0,8
Solde migratoire interrégional	1 899	981	827	(299)	510	339
Solde migratoire (international et interprovincial)	934	749	1 373	2 334	2 073	2 140
Accroissement naturel	208	555	1 054	1 227	1 075	925
Nombre de naissances	4 322	5 015	5 486	5 592	5 626	5 528
Nombre de décès	4 114	4 460	4 432	4 365	4 551	4 603
Marché du travail						
Nombre de travailleurs de 25-64 ans	219 709	232 586	233 921	235 343	236 281	nd
Taux de travailleurs (en %)	73,4	75,3	74,5	74,3	74,0	nd
Valeur des permis de bâtir (000 \$)	569 604	1 037 028	1 280 178	1 144 918	1 007 129	1 100 121
Commercial (000 \$)	149 077	317 130	430 001	265 880	285 037	249 611
Industriel (000 \$)	26 820	71 156	30 327	79 057	64 719	37 718
Institutionnel (000 \$)	57 464	145 671	91 559	107 198	37 096	74 751
Résidentiel (000 \$)	336 243	503 071	728 291	692 783	620 277	738 041

nd : non disponible

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International



Freneco ltée, expert en structure de bois

MRC DE PORTNEUF

La MRC de Portneuf regroupait en 2012, 7 % de la population de la Capitale-Nationale (49 779 habitants), ce qui en fait le deuxième territoire en importance dans la région. La MRC présente une économie diversifiée qui se manifeste par la présence d'un tissu industriel varié, d'un important secteur agricole et d'un secteur des services bien développé. En effet, on trouve dans la MRC, une masse critique de 1 300 entreprises qui procurent de l'emploi à 16 400 personnes. Celles-ci sont confrontées à plusieurs défis. Pour soutenir la progression de son économie, la MRC de Portneuf est à pied d'œuvre pour s'ajuster à certaines contraintes structurelles et conjoncturelles. Ainsi, la disponibilité de main-d'œuvre, l'investissement en machinerie et équipements, l'intégration de la R-D en entreprises, de même que les avantages et désavantages de la proximité de grands centres que sont Québec et Trois-Rivières, retiennent l'attention.

Comme c'est le cas ailleurs dans la région de la Capitale-Nationale, la disponibilité de main-d'œuvre constitue un enjeu important. Selon l'indice de remplacement, la MRC connaît des difficultés à assurer un relève suffisante. En 2012, pour 10 départs potentiels à la retraite chez les personnes âgées de 55 à 64 ans, la MRC comptait 6 jeunes âgés de 20 à 29 ans potentiellement aptes à prendre la relève. Le ratio est passé sous le point d'équilibre en l'an 2000 et ne s'est pas redressé depuis. Selon les projections démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), la population de Portneuf continuera de croître, mais son vieillissement empêchera le retour à l'équilibre de l'indice de remplacement. L'âge moyen de la population de la MRC en 2012 se situe à près de 44 ans. Devant cette réalité, le milieu des affaires et les différentes autorités publiques s'activent à mettre en place des mesures pour retenir les travailleurs déjà présents dans la MRC et pour attirer des candidats potentiels en provenance d'autres régions du Québec, d'une autre province et même de l'international. Portneuf est d'ailleurs l'une des seules entités administratives à conserver un bilan migratoire positif dans ces trois catégories et plus particulièrement chez les 25-54 ans. La diversité des emplois, l'abordabilité du marché immobilier, la qualité de vie et la proximité des grands centres constituent des facteurs favorables à l'attraction et à la rétention. Les programmes de formation de la main-d'œuvre s'avèrent également des atouts pour pallier temporairement la rareté de main-d'œuvre, mais aussi pour faciliter l'intégration graduelle des processus automatisés et robotisés. Cependant, la petite taille des entreprises maintient la problématique de précarité de certains emplois et freine les opportunités de progresser professionnellement. Des candidats potentiels ont alors l'opportunité de poursuivre leur carrière à Québec ou à Trois-Rivières, diminuant les retombées espérées pour Portneuf.

Le soutien à la croissance des entreprises de Portneuf passe également par une hausse des investissements. Plusieurs entreprises ont négligé cet aspect au cours des dernières années, en raison des bénéfices générés par la faiblesse du dollar canadien au début du millénaire. Si certains ont cru que l'appréciation du huard, l'entrée de nouveaux concurrents et la hausse des coûts de production n'auraient qu'un effet de courte durée sur la baisse des profits, il apparaît évident aujourd'hui que ces éléments ont provoqué une diminution de la compétitivité chez plusieurs entreprises de la région. Cette réalité secoue d'ailleurs des secteurs qui ont négligé l'intégration de la R-D dans leur processus de production.

PORTNEUF
REGROUPE
7 % DE LA
POPULATION
RÉGIONALE

LA MRC
COMPTE **1300**
ENTREPRISES
EMPLOYANT
16 400
TRAVAILLEURS

Présentement, près d'une dizaine de projets connus publiquement et évalués à plus de 180 M\$ sont en cours ou annoncés sur le territoire de Portneuf. Un grand donneur d'ordres comme Alcoa et l'administration publique regroupent près de 90 % de sommes engagées. Le géant de l'aluminium, situé à Deschambault, réalisera d'ici 2017 la modernisation de ses installations au coût de 73 M\$. Malgré l'ampleur du projet, les retombées seront presque minimales pour les fournisseurs locaux, mais elles contribueront à maintenir près de 500 travailleurs à leur emploi. Quant aux investissements publics, l'attention sera notamment tournée vers la fin des travaux au pénitencier de Donnacona (28 M\$), la réfection du réseau routier (60 M\$) et l'amélioration des installations dans la réserve faunique de Portneuf (2 M\$).

De moindre ampleur, mais générant des retombées importantes pour la région, l'industrie agroalimentaire s'active graduellement. Elle se démarque par la diversification de sa production agricole, laitière et serricole, de même que du côté de l'élevage. Constamment à la recherche de nouveaux marchés pour leurs produits, les producteurs créent davantage de liens avec d'autres secteurs. Celui de la transformation permet de mettre en valeur la qualité des fromages, de la viande et des produits viticoles. De son côté, le secteur touristique donne l'opportunité de faire découvrir les saveurs régionales, dont les produits rattachés aux fruits et légumes et les produits de l'érable. L'accroissement de cette synergie qui s'établit graduellement entre ces trois secteurs d'activité passera par une majoration des investissements. L'achat d'équipements, de machineries et d'autres composantes permettra d'assurer l'amélioration continue de la qualité des produits agricoles et de pallier, en partie, la rareté de capital humain. De son côté, l'intégration de la R-D contribuera à innover dans les processus de transformation et dans la présentation des produits régionaux. Bien entendu, la réalité régionale doit prendre compte la petite taille des entreprises, souvent familiales, modérant ainsi l'ampleur des sommes investies.

Touchée par les fermetures de papeteries et de scieries au cours des dernières années, la MRC de Portneuf compte bien reprendre sa place dans l'industrie de la transformation du bois. Les investissements en innovation, en modernisation et en achat d'équipements permettent d'ailleurs à certains de reprendre ou de relancer des entreprises liées à la fabrication de charpentes, de structures, de bois d'ingénierie et de charbon de bois. Des opportunités s'ouvrent également du côté de la biomasse alors que deux projets sont en élaboration du côté de Saint-Ubalde et de Saint-Gilbert. De plus, une scierie reprend vie à Rivière-à-Pierre. Le dynamisme régional est un premier pas pour soutenir l'investissement en machinerie, en équipement et en formation de la main-d'œuvre afin d'offrir des produits novateurs et être capable de maintenir sa place dans un marché de plus en plus compétitif.

L'industrie touristique se doit également d'investir afin d'accroître son rayonnement pour attirer davantage de visiteurs. L'agrotourisme constitue un exemple qui permet de mettre en valeur les saveurs régionales. D'autres projets voient également le jour du côté de la Vallée-du-Bras-du-Nord (3 M\$) et des nombreux parcs et zones d'exploitation contrôlée (ZEC). Ces réalisations sont aussi l'occasion de permettre à l'ensemble de la région de participer collectivement à la diversification de l'offre récréotouristique.

Étant insérée entre les deux grandes municipalités que sont Québec et Trois-Rivières, la MRC de Portneuf ne peut faire abstraction des enjeux liés à ce positionnement géographique. Cette proximité comporte à la fois des avantages et des inconvénients. Parmi les opportunités, notons d'abord que la proximité des grands centres offre aux entreprises de Portneuf la possibilité de répondre à la demande générée par les grands donneurs d'ordres de ces deux agglomérations. La transformation agroalimentaire, la fabrication de produits minéraux non métalliques (granite, calcaire, ciment, etc.) et métalliques, de même que l'industrie du bois en sont d'ailleurs les principaux bénéficiaires. La MRC s'avère aussi une alternative pour les ménages à la recherche d'une propriété plus éloignée des grands centres, tout en ayant accès à des services de proximité de base (épiceries, pharmacie, garderies, services de santé, etc.). Cependant, la proximité des grands centres entraîne des fuites commerciales qui privent la MRC de revenus de ventes de détail. Du côté démographique, l'attrait des grands centres engendre l'exode des jeunes qui désirent se rapprocher de leur établissement d'enseignement collégial et universitaire ou de leur lieu de travail. De plus, le dynamisme économique de Québec versus la faible croissance observée à Trois-Rivières semble créer des disparités entre l'est et l'ouest de Portneuf. Fort d'une croissance moyenne annuelle de 1,6 % au cours des 5 dernières années, la région métropolitaine de Québec a des retombées positives sur la population et le tissu industriel de l'est de la MRC. À l'inverse, la région métropolitaine de Trois-Rivières a peiné ces cinq dernières années, affichant une hausse moyenne annuelle de son PIB inférieure à 0,5 %, atténuant ainsi les retombées pour l'ouest de Portneuf.

Les actions à venir seront déterminantes pour la MRC de Portneuf. Les différents intervenants économiques sont conscients des enjeux rattachés à la disponibilité de main-d'œuvre, à la taille des entreprises, aux faibles investissements et à la compétition de plus en plus grande. Des actions sont déjà entreprises pour corriger certaines lacunes et insérer progressivement certaines approches d'innovation dans les différents secteurs clés de la région. Toutefois, les efforts doivent se poursuivre pour sensibiliser l'ensemble des acteurs économiques et de la collectivité de Portneuf à se bâtir une économie apte à faire face aux soubresauts de l'économie mondiale et capable de répondre aux demandes des grands donneurs d'ordres situés à l'extérieur de la région.

Principaux indicateurs économiques de la MRC de Portneuf

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	21 254	22 777	23 387	24 788	25 525
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,4	2,7	6,0	3,0
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	18 503	19 617	20 411	21 654	22 481
Variation annuelle (en %)	nd	nd	2,4	4,0	6,1	3,8
Population	46 014	46 986	47 877	48 501	48 990	49 779
Variation annuelle (en %)	0,4	0,4	1,1	1,3	1,0	1,6
Solde migratoire interrégional	287	236	435	567	673	524
Solde migratoire (international et interprovincial)	(14)	(74)	34	(11)	31	40
Accroissement naturel	(53)	85	143	127	113	143
Nombre de naissances	337	465	513	534	524	563
Nombre de décès	390	380	370	407	411	420
Marché du travail						
Nombre de travailleurs de 25-64 ans	18 035	19 441	19 838	20 328	20 799	nd
Taux de travailleurs (en %)	70,1	72,4	73,2	74,6	76,3	nd
Valeur des permis de bâtir (000 \$)	34 623	54 687	81 664	106 184	106 128	143 591
Commercial (000 \$)	3 806	3 478	4 655	15 650	8 056	10 624
Industriel (000 \$)	4 391	3 146	3 209	7 605	4 481	4 670
Institutionnel (000 \$)	867	1 626	1 976	4 126	2 016	22 845
Résidentiel (000 \$)	25 559	46 437	71 824	78 803	91 575	105 452

nd : non disponible

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International



MRC DE LA JACQUES-CARTIER

La MRC de La Jacques-Cartier regroupe 5,2 % de la population de la Capitale-Nationale. Elle est située à la limite nord-ouest du territoire de la Ville de Québec. Ce positionnement géographique l'a sensiblement avantagée au plan démographique au cours des dernières années alors que sa population s'est accrue de 18 % entre 2007 et 2012. Il s'agit de la plus importante hausse à l'échelle de la Capitale-Nationale. Cependant, les retombées économiques n'ont pas été aussi importantes et diversifiées. Malgré ses efforts, la MRC demeure grandement dépendante de l'industrie touristique et de la présence de la Garnison Valcartier. Si sa proximité avec un grand centre comme Québec lui donne un accès privilégié à un bassin de clientèle touristique intéressant, elle contraind par ailleurs sa capacité à attirer de grandes entreprises, des centres de recherche et des projets d'investissements majeurs.

Comme mentionné précédemment, la MRC de La Jacques-Cartier s'est distinguée par son bilan démographique ces dernières années. En 2012, elle comptait 36 581 habitants, une croissance moyenne de 3,4 % par année comparativement à 1 % pour l'ensemble de la Capitale-Nationale. La MRC affichait la meilleure croissance depuis 2007 et maintenait son troisième rang en importance dans la région administrative. Le boum des naissances a contribué à accroître l'apport de l'accroissement naturel (les naissances moins les décès) ces dernières années. Le bilan migratoire s'est également amélioré en raison des gains soutenus du côté interrégional et international. Depuis 2008, la Jacques-Cartier compte minimalement 800 nouveaux arrivants en provenance d'une autre région du Québec de plus que de sortants. Seul le territoire de Québec affiche un bilan plus élevé à l'échelle de la Capitale-Nationale. Les gains s'observent dans presque toutes les catégories d'âge. On observe cependant un exode dans la catégorie des 65 ans et plus qui pourrait s'expliquer par une volonté de se rapprocher du territoire de la ville de Québec en raison de la proximité des services de santé. La Jacques-Cartier est également attrayante auprès des immigrants internationaux. Bien que les gains soient modestes, la MRC réussit à attirer annuellement plus de 40 personnes provenant de l'international. L'effet combiné du boum des naissances et des gains migratoires se reflète positivement sur l'âge moyen de la population qui était de 36 ans en 2012. La Jacques-Cartier constituait la plus jeune entité administrative de la Capitale-Nationale, loin devant Québec et La Côte-de-Beaupré (42 ans), ses plus proches concurrentes.

L'accroissement démographique dans la MRC a contribué à l'expansion résidentielle et à l'ajout de services de proximité au cours des dernières années. Il a également permis à l'indice de remplacement de demeurer au point de l'équilibre. La Jacques-Cartier est d'ailleurs le seul territoire de la région administrative qui réussit à maintenir un tel équilibre. Toutefois, l'effet d'entraînement n'a pas été aussi rapide et bénéfique sur la diversification du tissu économique. La MRC échappe notamment les retombées liées aux ventes au détail, à l'expansion des parcs industriels et à l'implantation de grandes entreprises qui demeurent des projets liés au centre. De plus, chaque jour, trois travailleurs sur quatre résidant dans La Jacques-Cartier se déplacent vers Québec pour travailler.

La MRC de La Jacques-Cartier peut difficilement concurrencer le centre de la Capitale-Nationale, mais elle dispose de certains atouts pour accroître son potentiel économique. Elle doit continuer à investir des efforts pour se développer, améliorer son environne-

LA JACQUES-CARTIER
REGROUPE
5,2 % DE LA
POPULATION
RÉGIONALE

LA MRC COMPTE
400
ENTREPRISES
EMPLOYANT
8 900
TRAVAILLEURS

ment d'affaires et diversifier son économie. À cet égard, on dénombre dans la MRC près de 400 entreprises qui emploient environ 8 900 travailleurs. À elle seule, l'industrie touristique regroupe environ 20 % des entreprises et 40 % des emplois. Cette industrie investit constamment afin d'offrir un produit capable de répondre aux besoins de la clientèle journalière, comme des touristes d'affaires et d'agrément. Des investissements se poursuivent afin de revitaliser les installations existantes du côté de Duchesnay (7 M\$), du parc national de la Jacques-Cartier (4 M\$) et du Manoir Saint-Castin (10 M\$). De plus, certaines installations ont la capacité de recevoir des événements à caractère international, notamment du côté sportif. Néanmoins, la saisonnalité de certaines activités constitue encore bien souvent une contrainte importante pour la MRC. Ainsi, les périodes creuses du printemps et de l'automne entraînent la perte d'environ la moitié des emplois disponibles dans la MRC, une situation qui maintient les entreprises dans un perpétuel cycle d'embauche à l'été et à l'hiver. Les saisons creuses nuisent également au secteur hôtelier qui peine à afficher un taux d'occupation annuel supérieur à 50 %. Les joueurs d'importance doivent donc investir des efforts plus grands afin de prolonger leur période d'opération. Le besoin d'espaces pour la tenue de rencontres d'affaires ou de congrès, de même que l'engouement pour les centres de santé et de détente s'avèrent aussi des opportunités à étudier afin de soutenir la croissance touristique de la région.

Le second pilier économique de la Jacques-Cartier est la Garnison Valcartier. Elle regroupe plus de 5 000 militaires, 400 réservistes et 1 300 employés de la fonction publique fédérale. Son budget d'exploitation se chiffre annuellement autour de 530 M\$. La présence de l'industrie militaire permet à la Jacques-Cartier d'héberger le centre de recherche et de développement de la défense du Canada (RDDC), le plus ancien et le plus grand des neuf centres de recherche sur la défense au Canada. Celui-ci compte quelque 500 personnes, dont 250 scientifiques, qui travaillent à la préparation technologique et à la compétence opérationnelle des forces canadiennes. Il génère à lui seul des retombées de plus de 90 M\$ à l'échelle canadienne, dont 60 M\$ pour l'ensemble de la Capitale-Nationale. Les champs d'activité du RDDC Valcartier sont l'exploitation spectrale et géospatiale, la surveillance et la reconnaissance tactiques, les systèmes d'aide à la décision en commandement et contrôle, le renseignement et l'information, les systèmes d'armes et la protection de la force. Ces champs de spécialisation amènent RDDC-Valcartier à travailler en étroite collaboration avec les centres de recherche de l'Université Laval, l'INRS-ETE, l'INO ainsi que plusieurs entreprises technologiques de la région, créant ainsi de la synergie entre la MRC et le centre que constitue Québec.

D'autres opportunités s'offrent à la MRC de La Jacques-Cartier, mais des investissements importants seront nécessaires pour amener la région à se distinguer davantage. Comparativement à plusieurs de ses consœurs de la Capitale-Nationale, La Jacques-Cartier exploite un milieu agricole moins diversifié. La région est reconnue pour la culture de la pomme de terre et l'élevage de dindons, mais l'absence d'industrie de transformation freine les opportunités du côté de l'agroalimentaire et de l'agrotourisme. De son côté, le secteur manufacturier compte une vingtaine d'entreprises de plus de 300 employés. La transformation du bois est fortement représentée, notamment dans le meuble et le mobilier de cuisine. Des initiatives font graduellement leur place pour valoriser l'exploitation de la biomasse et insérer des propriétés du bois dans la fabrication de produits en caoutchouc et plastique. Cependant, ces projets sont encore à l'étude, mais ils témoignent d'une capacité d'innovation et d'une volonté de soutenir la formation d'une main-d'œuvre qualifiée dans la région. Le faible taux

d'inoccupation des parcs industriels sur le territoire de Québec offre à La Jacques-Cartier une occasion de se positionner comme alternative puisqu'elle possède un potentiel de près de 4 millions de mètres carrés. Présentement, seulement 325 279 mètres carrés sont utilisés et la MRC a le défi d'améliorer l'accessibilité et les services publics (aqueducs et égouts) des autres terrains disponibles. La nécessaire décontamination de certains espaces est aussi un irritant qui freine l'arrivée d'entreprises, et même l'expansion d'entreprises rattachées au RDDC.

La MRC de La Jacques-Cartier doit donc composer avec les avantages et désavantages de sa proximité avec la ville de Québec. Si elle en profite au plan démographique, elle peine à en retirer pleinement des retombées économiques. Des efforts sont enclenchés pour soutenir les piliers de son économie, soit l'industrie touristique et le secteur militaire, mais les bénéfices ne seront perceptibles qu'à moyen et long termes.

Principaux indicateurs économiques de la MRC de La Jacques-Cartier

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	27 909	31 027	31 902	33 853	33 692
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,3	2,8	6,1	(0,5)
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	29 167	30 201	30 972	32 493	33 100
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,5	2,6	4,9	1,9
Population	27 566	30 990	33 133	34 198	35 255	36 581
Variation annuelle (en %)	2,0	2,6	3,5	3,2	3,1	3,8
Solde migratoire interrégional	453	639	822	1 436	979	787
Solde migratoire (international et interprovincial)	7	5	9	(59)	(36)	(27)
Accroissement naturel	242	485	576	572	627	649
Nombre de naissances	340	576	658	666	729	750
Nombre de décès	98	91	82	94	102	100
Marché du travail						
Nombre de travailleurs de 25-64 ans	13 142	15 857	16 917	17 532	18 013	nd
Taux de travailleurs (en %)	79,6	83,8	85,2	85,9	86,8	nd
Valeur des permis de bâtir (000 \$)	51 693	117 301	136 017	185 321	151 990	165 675
Commercial (000 \$)	747	2 037	6 211	4 321	5 806	4 371
Industriel (000 \$)	324	690	1 010	4 029	5 969	11 006
Institutionnel (000 \$)	597	3 427	800	4 773	1 545	3 136
Résidentiel (000 \$)	50 025	111 147	127 996	172 198	138 670	147 162

nd : non disponible

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International

MRC DE LA CÔTE-DE-BEAUPRÉ

La MRC de La Côte-de-Beaupré s'est engagée dans une démarche de mobilisation afin de revitaliser son territoire et se repositionner sur le plan économique. Elle désire ainsi impliquer les nombreux organismes et la population dans la réalisation de divers objectifs. Ainsi, elle souhaite accroître sa visibilité régionale, stimuler les investissements et l'innovation et mettre en valeur le développement durable. Conscients qu'il n'est pas nécessaire de repartir à zéro puisque la MRC possède déjà une base économique diversifiée, les acteurs socio-économiques savent que la réalisation de leurs ambitions sera tributaire de la vigueur des énergies déployées pour réaliser les projets.

La MRC de La Côte-de-Beaupré constitue la quatrième entité administrative en importance de la Capitale-Nationale. En 2012, elle dénombrait 25 379 habitants, regroupant ainsi 4 % de la population régionale. Elle se classe au deuxième rang pour son taux de croissance démographique, qui se situe à 1,5 % annuellement depuis 5 ans, et pour l'âge moyen de sa population, qui est de 42 ans, à égalité avec Québec. Le boum des naissances qui se maintient au-dessus de la barre des 300 par année est favorable à l'accroissement naturel. Le bilan migratoire est aussi positif pour toutes ses composantes. Les gains les plus importants s'observent du côté interrégional alors qu'au cours des 5 dernières années, la MRC a compté, en moyenne, 400 entrants de plus que de sortants. Pour l'immigration internationale et interprovinciale, les gains ont été plus modestes. Elle se situe à une dizaine tout au plus annuellement. Cet accroissement démographique a un effet d'entraînement sur le marché résidentiel qui a pris de l'expansion ces dernières années. De plus, il amène à l'avant-plan certaines préoccupations sur l'offre de service liée au transport en commun. Les autorités de la MRC sont d'ailleurs conscientes qu'un résident sur deux occupe un emploi du côté de Québec, occasionnant plusieurs déplacements sur le réseau routier. Un réseau d'autobus est déjà en place pour satisfaire certains besoins de la communauté et d'autres projets sont à l'étude afin d'améliorer le service et maintenir la population dans la MRC.

Cependant, malgré un bilan démographique favorable, la population vieillit. Bien que le nombre de personnes âgées de 25 à 54 ans ait retrouvé une certaine stabilité ces 5 dernières années, sa proportion a reculé de 4 points de pourcentage, pour atteindre 40 % en 2012. À l'inverse, la population âgée de 55 ans et plus s'est accrue de 18 % au cours de cette période, observant un accroissement de son apport démographique de 3 points de pourcentage, pour atteindre 33 %. Cette situation a également une incidence sur l'indice de remplacement puisque présentement, pour 5 personnes potentiellement aptes à prendre leur retraite (55-64 ans), 3 jeunes âgés de 20 à 29 ans sont potentiellement aptes à prendre la relève. La MRC observe un déséquilibre depuis le début des années 2000.

L'apport économique de la Côte-de-Beaupré dans la Capitale-Nationale est légèrement inférieur à son poids démographique. Selon les plus récentes données, la MRC comptait en 2012 plus de 600 entreprises et près de 7 300 emplois sur son territoire, regroupant respectivement 3 % et 2 % de l'apport de la région administrative. L'industrie touristique est le principal moteur économique de la Côte-de-Beaupré alors qu'elle regroupe une entreprise sur 5 et un emploi sur 3. La communauté d'affaires fonde beaucoup d'espoir sur ce secteur d'activité afin qu'il agisse comme levier pour revitaliser la MRC. En effet, la Côte-de-Beaupré compte de nombreuses installations culturelles et

LA CÔTE-
DE-BEAUPRÉ
REGROUPE
4 % DE LA
POPULATION
RÉGIONALE

sportives qui attirent chaque année des milliers de visiteurs. Ses nombreuses infrastructures font notamment connaître son passé patrimonial et ses institutions religieuses, notamment du côté de Sainte-Anne-de-Beaupré. Des projets sont d'ailleurs à l'étude afin de moderniser certaines installations et permettre de mieux desservir la clientèle touristique. Ceux-ci pourraient avoir un effet d'entraînement sur d'autres déjà à l'étude, dont la réfection du quai de Sainte-Anne-de-Beaupré, au coût de 6,5 M\$, qui permettrait d'améliorer l'accessibilité maritime. Quant au volet plus récréatif, le Mont-Sainte-Anne est la figure de proue de la MRC. Ses installations de calibre mondial lui permettent d'ailleurs de tenir diverses compétitions internationales de ski et de vélo de montagne et donc de diversifier la clientèle touristique. Bien que plus lentement qu'espéré, la station a commencé à investir dans ses équipements ajoutant en 2013, une nouvelle remontée mécanique au coût de 5 M\$. D'autres sommes pourraient éventuellement être investies afin d'améliorer la qualité des installations pour étendre l'offre touristique à l'extérieur des périodes hivernale et estivale. Une fois encore, ces efforts pourraient contribuer à faire avancer d'autres projets porteurs, dont la construction d'un centre de congrès et d'un parc aquatique, dont les dépenses globales en immobilisation dépasseraient les 60 M\$. Par ces mesures, la Côte-de-Beaupré désire se repositionner comme destination touristique à l'échelle provinciale, mais aussi être plus proactive au cours des 4 saisons de l'année. Du même coup, le secteur du commerce de détail pourrait réduire une partie du volume des fuites commerciales qu'entraîne la proximité avec la ville de Québec.

Comptant une trentaine d'entreprises qui emploient environ 800 travailleurs, l'industrie manufacturière cherche à se diversifier. Secouée par la fermeture de la papetière AbitibiBowater en 2009, entraînant la mise à pied de plus de 400 travailleurs, la MRC n'a pas baissé les bras. Elle s'efforce de soutenir la croissance de ses entreprises qui se spécialisent dans la fabrication de meubles, de portes et fenêtres, de même que de produits métalliques, en caoutchouc et plastique, dont certaines comptent plus de 100 employés. L'industrie de la transformation des aliments est également très présente et elle contribue à créer des liens avec le secteur agricole qui compte une trentaine de producteurs et près de 200 emplois. Qui plus est, la Côte-de-Beaupré désire attirer dans les prochaines années des fabricants de plus en plus axés sur le développement durable, le secteur énergétique et les nouvelles technologies. Pour y réussir, elle doit pallier le manque d'espace disponible dans le parc industriel de Beaupré. L'amélioration de l'accessibilité à la zone industrielle de Saint-Tite-des-Caps est une opportunité à l'étude. L'autre possibilité consiste éventuellement à redonner une vocation industrielle aux anciens terrains d'AbitibiBowater.

La construction de parcs éoliens sur son territoire est une belle opportunité pour la Côte-de-Beaupré, en vue de susciter l'engouement autour du développement durable. Les travaux en cours consistent d'ailleurs à la mise en service de près de 170 éoliennes entre 2013 et 2015, entraînant des dépenses de plus de 1 G\$. La réalisation des travaux nécessitera aussi l'embauche d'environ 400 travailleurs et la MRC est bien positionnée pour satisfaire aux besoins. En effet, la Côte-de-Beaupré compte plus de 70 entreprises liées au domaine de la construction qui emploient environ 500 personnes. Plusieurs de ces entreprises s'efforcent de se positionner à l'avant-plan pour réaliser les différents chantiers résidentiels, les travaux liés à la modernisation des infrastructures touristiques et les projets éventuels qui découleront de la diversification de l'industrie manufacturière.

LA MRC
COMPTE **600**
ENTREPRISES
EMPLOYANT
7 300
TRAVAILLEURS

La réflexion stratégique qui s'opère sur la Côte-de-Beaupré démontre l'implication et le sérieux de la communauté d'affaires et de la collectivité à relancer son économie. Ses efforts contribueront à soutenir les secteurs porteurs et à élaborer des stratégies pour appuyer leur croissance. Les projets s'échelonnent sur plusieurs années, mais ils permettront éventuellement à la MRC de se repositionner à l'échelle de la Capitale-Nationale et d'accroître sa visibilité au Québec.

Principaux indicateurs économiques de la MRC de la Côte-de-Beaupré

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	24 804	26 968	27 589	29 148	29 848
Variation annuelle (en %)	nd	nd	4,5	2,3	5,7	2,4
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	22 442	24 098	24 640	26 112	26 938
Variation annuelle (en %)	nd	nd	2,9	2,2	6,0	3,2
Population	21 613	23 506	24 347	24 668	24 939	25 379
Variation annuelle (en %)	0,9	1,2	1,5	1,3	1,1	1,8
Solde migratoire interrégional	139	375	597	474	389	239
Solde migratoire (international et interprovincial)	0	12	37	(26)	11	14
Accroissement naturel	(2)	61	67	69	140	136
Nombre de naissances	181	278	304	299	329	361
Nombre de décès	183	217	237	230	189	225
Marché du travail						
Nombre de travailleurs de 25-64 ans	9 569	10 914	11 298	11 302	11 386	nd
Taux de travailleurs (en %)	76,5	79,6	80,6	80,4	81,0	nd
Valeur des permis de bâtir (000 \$)	21 973	74 767	69 007	87 744	102 982	85 399
Commercial (000 \$)	2 845	8 059	4 930	1 555	4 184	7 382
Industriel (000 \$)	521	9 801	359	282	2 701	1 113
Institutionnel (000 \$)	29	18	365	584	275	6 900
Résidentiel (000 \$)	18 578	56 889	63 353	85 323	95 822	70 004

nd: non disponible

Sources: Institut de la statistique du Québec et Québec International



Le Massif de Charlevoix

MRC DE CHARLEVOIX

La MRC de Charlevoix est à pied d'œuvre pour amener son économie à passer à un niveau supérieur. Pour y arriver, elle s'est fixé des objectifs à atteindre au cours des prochaines années. Ainsi, elle vise à accroître son bassin de main-d'œuvre disponible. Elle souhaite également diversifier et renforcer son tissu industriel et espère profiter davantage des retombées des grands projets. Finalement, elle veut mieux exploiter les opportunités que pourrait lui apporter la présence d'un grand centre comme la ville de Québec.

La disponibilité de la main-d'œuvre figure sur la liste des priorités de la MRC de Charlevoix et le défi est de taille. Tout d'abord, la population vieillit. En fait, la MRC affiche l'âge moyen le plus élevé sur l'ensemble des territoires de la Capitale-Nationale avec une moyenne de 46 ans. Aux prises avec une décroissance de sa population depuis les années 1990, Charlevoix semble avoir retrouvé une certaine stabilité depuis 2008, alors que le nombre d'habitants se maintient autour de 13 100 (13 166 en 2012) regroupant 2 % de la population régionale. Les gains plus importants chez les plus de 55 ans expliquent cette situation d'équilibre. Cependant, le recul des 25-54 ans se poursuit et son importance est telle que la proportion de ce groupe d'âge est passée de 40 % à 35 % en cinq ans, soit entre 2007 et 2012. La diminution de la population dans la force de l'âge entraîne une baisse du bassin de main-d'œuvre disponible. À cet effet, l'indice de remplacement est largement sous le point d'équilibre alors qu'en 2012, pour deux personnes potentiellement aptes à prendre leur retraite, seulement un jeune âgé de 20 à 29 ans est prêt à prendre la relève. La MRC se situe sous l'équilibre depuis plus d'une dizaine d'années.

L'amélioration du bilan migratoire peut s'avérer une solution à court et moyen termes pour stabiliser le portrait démographique et relever le bassin de main-d'œuvre disponible, mais les attentes restent modestes. Charlevoix affiche un solde positif du côté de l'immigration interrégionale, soit un gain net moyen de 25 personnes annuellement au cours des cinq dernières années. Elle attire notamment des résidents de Montréal et ses environs. Cependant, elle peine à retenir les 25-54 ans, notamment en raison de la proximité d'un grand centre comme Québec qui offre une plus grande diversité d'emplois et de services. La MRC enregistre aussi un bilan migratoire international positif, mais le solde affiche un gain modeste d'à peine une dizaine d'immigrants annuellement.

Aussi, la saisonnalité de plusieurs emplois complique le recrutement dans certains secteurs d'activité. L'industrie touristique, l'exploitation agricole et le secteur forestier, qui constituent les principaux piliers économiques de la région, se retrouvent régulièrement en période d'embauche, entraînant des charges d'exploitation supplémentaires. Ces secteurs, qui regroupent plus d'un emploi sur trois dans la MRC, offrent des opportunités d'emploi diversifiées et accessibles. Toutefois, en basse saison, des travailleurs sont temporairement mis à pied. Certains profitent alors de l'occasion et de l'expérience acquise pour se trouver un emploi offrant plus de stabilité. Ils orientent alors leurs recherches vers d'autres secteurs d'activité ou tentent leur chance du côté de Québec.

La diversification du tissu économique peut contribuer à atténuer les problèmes de rareté de main-d'œuvre dans Charlevoix. L'industrie touristique, qui regroupe 30 % des emplois et des entreprises de la MRC, s'est appliquée ces dernières années à

LA MRC DE
CHARLEVOIX
REGROUPE
2 % DE LA
POPULATION
RÉGIONALE

LA MRC
COMPTE **570**
ENTREPRISES
EMPLOYANT
6 000
TRAVAILLEURS

améliorer ses infrastructures, mais aussi à étirer sa période d'opération. Le Massif de Charlevoix a notamment investi 385 M\$ pour moderniser ses installations, remettre sur les rails le lien ferroviaire entre Québec et Pointe-au-Pic et construire un nouvel hôtel haut de gamme à Baie-Saint-Paul. Cette modernisation des installations permet d'offrir de nouveaux produits, d'étirer la saison touristique et d'offrir une nouvelle accessibilité à la région. Qui plus est, ces projets ont attiré l'attention du Club Med qui a montré un intérêt à investir dans la région. La concrétisation d'un tel partenariat pourrait engendrer des retombées importantes pour la région. Ces investissements devront servir de levier pour accroître la visibilité de Charlevoix, mais aussi inciter d'autres joueurs à se moderniser et à offrir des produits qui répondront aux touristes d'affaires et d'agrément. Dans ce contexte, la MRC accroît ses chances d'offrir de nouveaux emplois et de ralentir l'exode de ses travailleurs.

L'ensemble du secteur primaire, qui regroupe 3,5 % des emplois et 7 % des entreprises de la MRC de Charlevoix, fait également des efforts pour développer de nouveaux marchés. Le milieu agricole (agriculture et élevage) travaille à créer des liens avec l'industrie de la transformation alimentaire. Bien que la production soit encore à petite échelle et que la qualité est une préoccupation constante, les producteurs souhaitent faire connaître davantage leurs produits à l'extérieur des frontières de la région. De plus, le milieu agricole s'efforce de faire découvrir les saveurs régionales en s'associant à l'industrie touristique. De son côté, l'industrie forestière travaille encore à se relever de la crise canado-américaine sur le bois d'œuvre. La fermeture de papetière et de scieries a entraîné la perte de centaines d'emplois dans la région depuis le début des années 2000. Si l'industrie s'efforce de maintenir sa dernière scierie en vie, elle s'investit progressivement à faire sa place du côté de la deuxième et la troisième transformation. L'industrie du meuble présente des opportunités intéressantes à cet égard, mais le défi reste de taille en raison de la grande compétitivité des produits étrangers.

Le secteur primaire s'avère un levier puissant pour le secteur manufacturier de Charlevoix. L'ensemble de l'industrie de la fabrication compte d'ailleurs près de 200 emplois et presque 30 entreprises, soit respectivement 1,5 % et 5 % de l'apport régional. Outre la transformation des aliments et du bois, d'autres opportunités s'ouvrent pour les manufacturiers désireux d'atténuer leur dépendance aux cycles saisonniers. Ces efforts se voient notamment du côté de la fabrication de matériel de transport (camions, navires, etc.). Les investissements demeurent faibles, mais les entreprises ont le désir de passer à un niveau supérieur qui leur permettrait d'innover davantage, mais aussi de retenir leurs travailleurs et de leur offrir des opportunités d'avancement de carrière.

La mise en œuvre de nombreux projets est favorable à l'industrie de la construction qui regroupe environ 11 % des emplois et 4 % des entreprises dans Charlevoix. Cependant, ce secteur fait face à un dilemme. Les entreprises devront probablement faire un choix. Soit elles mettent tous leurs œufs dans le même panier en misant sur la réalisation des grands projets annoncés tels les parcs éoliens et l'hôpital de Baie-Saint-Paul, soit elles choisissent de continuer à répondre aux besoins locaux en tentant, si elles ont les ressources nécessaires, d'aller chercher quelques contrats de sous-traitance pour les grands chantiers. Cette dernière option sera probablement le choix de plusieurs puisqu'en raison de leur petite taille, il sera difficile pour les constructeurs locaux de rivaliser avec les grands joueurs qui se manifesteront pour obtenir les contrats de réalisation des projets d'envergure.

Dans plusieurs des actions énumérées, la MRC de Charlevoix vise à maintenir son cachet régional, mais aussi à améliorer ses liens avec la ville de Québec. La proximité d'un grand centre urbain peut être favorable pour créer des alliances avec d'autres entreprises, mais aussi avec des centres de recherche. Le partage d'expertise contribuera à soutenir l'innovation, mais aussi à trouver de nouvelles alternatives pour pallier les besoins de main-d'œuvre (robotisation, automatisation, etc.).

En somme, le défi est de taille pour la MRC de Charlevoix qui a la volonté d'accroître son potentiel économique. La région a déjà entrepris ses premiers efforts pour se diversifier et intégrer des processus innovants. La mobilisation de l'ensemble du milieu des affaires, mais aussi de la collectivité, sera nécessaire pour soutenir l'ambition de la MRC puisque les étapes à franchir seront exigeantes. C'est pourquoi l'amélioration de la synergie entre Charlevoix et Québec pourrait faire naître une énergie favorable pour ces deux entités administratives, mais aussi pour l'ensemble de la Capitale-Nationale.

Principaux indicateurs économiques de la MRC de Charlevoix

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	20 658	21 901	22 927	23 366	24 466
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,0	4,7	1,9	4,7
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	16 249	17 483	18 156	18 861	19 506
Variation annuelle (en %)	nd	nd	1,9	3,8	3,9	3,4
Population	13 393	13 113	13 143	13 148	13 122	13 166
Variation annuelle (en %)	(0,2)	(0,8)	0,3	0,0	(0,2)	0,3
Solde migratoire interrégional	26	57	31	15	30	6
Solde migratoire (international et interprovincial)	(4)	(11)	11	8	9	8
Accroissement naturel	(32)	(40)	2	(42)	(33)	(45)
Nombre de naissances	107	101	118	113	108	105
Nombre de décès	139	141	116	155	141	150
Marché du travail						
Nombre de travailleurs de 25-64 ans	4 989	5 235	5 241	5 295	5 271	nd
Taux de travailleurs (en %)	65,9	70,3	71,6	73,1	73,6	nd
Valeur des permis de bâtir (000 \$)	19 428	14 923	12 341	27 916	25 622	24 900
Commercial (000 \$)	2 945	603	529	918	11 349	4 076
Industriel (000 \$)	2 225	3 443	40	18 800	160	1 816
Institutionnel (000 \$)	6 217	650	1 707	930	1 272	5 182
Résidentiel (000 \$)	8 041	10 227	10 065	7 268	12 841	13 826

nd : non disponible

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International



Fairmont Le Manoir Richelieu

MRC DE CHARLEVOIX-EST

Charlevoix-Est est située à l'extrémité est de la région de la Capitale-Nationale. Elle forme la cinquième entité administrative avec 16 124 habitants en 2012, soit 2,2 % de la population de la région. En raison de sa position géographique, elle est la plaque tournante qui relie la Capitale-Nationale au Saguenay-Lac-Saint-Jean, à la Côte-Nord et même au Bas-Saint-Laurent grâce à son lien maritime. Sans être l'industrie prédominante, celle du transport constitue évidemment un moteur économique important dans le développement de la région. Qui plus est, Charlevoix-Est a le profil d'une région ressource, mais elle fait partie d'une région administrative centrale diversifiée et dont les préoccupations ne sont pas toujours communes. La MRC se donne donc comme défi au cours des prochaines années de faire connaître davantage ses forces et faiblesses, mais aussi d'améliorer la synergie avec le centre de la région pour profiter de nouvelles opportunités.

CHARLEVOIX-EST
REGROUPE
2,2 % DE LA
POPULATION
RÉGIONALE

Plaque tournante qui relie quatre régions administratives, la MRC souhaite bonifier son offre de service dans l'industrie du transport au cours des prochaines années. Un suivi constant sur la fiabilité du réseau routier est nécessaire puisque plus de 2 000 transporteurs routiers transitent chaque semaine par Charlevoix-Est. Le nombre de passages pourrait s'accroître dans un proche avenir en raison de l'accroissement des activités liées au secteur énergétique (éolien, hydroélectricité), à l'industrie de l'aluminium et à l'exploitation des ressources naturelles. Les produits véhiculés sont diversifiés, passant des simples roulottes de chantier, à la machinerie, au carburant, aux matériaux de construction et aux équipements de production.

La région jouit également d'installations portuaires capables d'accueillir cargos et bateaux de croisière. Présentement, l'industrie papetière est le principal utilisateur du terminal de Pointe-au-Pic. Les autorités régionales souhaitent que la modernisation des installations puisse ouvrir de nouvelles alternatives pour d'autres secteurs. De plus, elle pourrait être bénéfique pour l'accueil de croisiéristes. La région envisage d'ailleurs d'être plus accessible et plus proactive envers les compagnies de croisières transportant moins de 500 passagers. Enfin, l'ajout de nouvelles infrastructures au quai de Saint-Siméon pourrait faire progresser l'idée de maintenir à l'année les services de traversier avec Rivière-du-Loup.

La reprise des activités ferroviaires pour le transport de personnes est une bonne nouvelle pour la région. Le projet du Groupe Le Massif a permis de remettre sur les rails le lien unissant Québec à La Malbaie. Des investissements ont d'ailleurs été nécessaires pour moderniser les installations de la gare de Pointe-au-Pic, notamment pour accueillir la clientèle du Manoir Richelieu et du Casino de Charlevoix.

De son côté, l'Aéroport de Charlevoix-Est est en service sept mois par année. Il génère annuellement un trafic aérien de près de 2 000 mouvements qui entraîne le déplacement de près de 4 000 personnes. Des réflexions sont en cours pour évaluer la possibilité de prolonger les opérations sur 12 mois.

Ensemble, l'amélioration de ces infrastructures de transport générera des investissements de plusieurs millions de dollars qui seront porteurs pour la région. La MRC se dotera ainsi de meilleures installations pour faciliter le transport de marchandises et pour accueillir la clientèle touristique. Charlevoix-Est aura également l'occasion de mettre en valeur son offre touristique alors qu'une multitude d'activités se retrouvent dans un rayon de 50 kilomètres (ski, excursions aux baleines, randonnées, loisirs, golf, casino, etc.).

En effet, la modernisation des infrastructures donnant accès à la région peut contribuer à donner un second souffle au secteur touristique. Ce dernier regroupe d'ailleurs 30 % des entreprises et des emplois dans la MRC, constituant ainsi un pilier économique majeur pour Charlevoix-Est. La région offre une multitude d'activités sportives, récréatives et culturelles et des liens se créent graduellement avec le milieu agricole afin de faire découvrir les saveurs régionales. Cependant, les retombées demeurent encore modestes. Les intervenants sont donc à pied d'œuvre pour améliorer la gestion des activités et du territoire, tirer davantage profit des opportunités des liens ferroviaires et maritimes et accroître le rayonnement de Charlevoix-Est. Cette amélioration de l'offre touristique pourrait également contribuer à atténuer quelque peu la problématique de saisonnalité qui oblige plusieurs employeurs à mettre à pied leurs travailleurs entre les mois de novembre et avril.

La MRC de Charlevoix-Est cherche aussi à diversifier son secteur manufacturier. Présentement, une vingtaine de fabricants, qui emploient près de 500 travailleurs, s'activent principalement dans la transformation alimentaire et la fabrication de produits en bois et de meubles. De nouvelles opportunités émergent graduellement, notamment du côté des matériaux composites avec la présence de Fibrotek à Clermont. Cette entreprise prévoit d'ailleurs prendre de l'expansion prochainement avec un projet d'environ 5 M\$ qui créerait une quinzaine d'emplois. Cependant, ce virage demeure laborieux comme nous le rappelle l'annonce récente de l'entreprise General Cable de fermer définitivement son usine de La Malbaie en avril 2014. Ce fabricant de câbles de cuivre, d'aluminium et de fibre optique était en service depuis 1964 et fournissait de l'emploi à une soixantaine de travailleurs. Il s'agit d'un coup dur pour une région qui est déjà économiquement éprouvée.

Le secteur primaire doit également se renouveler pour assurer la pérennité des entreprises et des emplois. Ensemble, les milieux agricole et de la foresterie regroupent près de 4 % des emplois et des entreprises de la MRC. L'activité agricole est diversifiée et la qualité des produits prime sur la quantité. Pour accroître sa vitrine, les producteurs essaient de créer des liens avec différents acteurs potentiels. Si l'industrie de la transformation peut accroître la visibilité hors des frontières de la région, la création de circuits agrotouristiques peut faire connaître le potentiel de Charlevoix-Est aux visiteurs. De plus, la création d'alliances entre les producteurs agricoles et les chefs cuisiniers donne l'occasion d'innover dans la présentation des produits régionaux. Quant au secteur forestier, il a été ébranlé ces dernières années par diverses contraintes (incendies, insectes, fermetures de scieries, etc.) et son nombre d'emplois a diminué de moitié. L'entreprise Produits forestiers Résolu demeure un leader dans la région, des réflexions sont en cours pour exploiter autrement le couvert forestier, notamment en améliorant son accès aux excursionnistes et aux adeptes de chasse et pêche. Cette possibilité contribuerait à diversifier les offres d'emploi et donner un second souffle au milieu entrepreneurial.

Pour appuyer cette volonté de raffermir l'économie de Charlevoix-Est, la MRC devra compter sur une amélioration de son portrait démographique et sur une relève suffisante. Aux prises avec un recul de sa population depuis les années 1990, la population semble avoir trouvé un certain équilibre récemment. La MRC profite, elle aussi, d'un accroissement du nombre de naissances. De plus, l'amélioration, bien que modeste, du bilan migratoire international et interprovincial permet de combler les pertes migratoires interrégionales. Ces bonnes nouvelles contribuent à freiner le repli démographique des 24 ans et moins et à accroître le nombre d'habitants de 55 ans

LA MRC
COMPTE **640**
ENTREPRISES
EMPLOYANT
7 800
TRAVAILLEURS

et plus. De son côté, le nombre de personnes âgées de 25 à 54 ans continue, malheureusement, de diminuer. Entre 2007 et 2012, leur proportion est passée de 39 % à 35 %, entraînant une baisse du bassin de main-d'œuvre disponible, mais aussi du nombre de personnes qui pourraient éventuellement participer à la relève entrepreneuriale.

En somme, le milieu des affaires et l'ensemble de la collectivité de Charlevoix-Est sont conscients des efforts nécessaires pour redonner du lustre à leur région, mais aussi du temps que cela pourrait prendre. Différents leviers s'offrent à eux pour consolider et diversifier leurs piliers économiques. L'opportunité et l'accessibilité d'un grand centre comme Québec pourraient également contribuer à ce dynamisme. Le partage d'expertises, l'intégration de processus innovants et l'accessibilité à une main-d'œuvre qualifiée figurent parmi les opportunités à saisir pour la MRC. Qui plus est, le secteur manufacturier, qui semble vouloir tenter sa chance de diversifier sa production, pourrait également en tirer certains avantages.

Principaux indicateurs économiques de la MRC de Charlevoix-Est

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	20 170	21 894	21 825	22 411	22 967
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,3	(0,3)	2,7	2,5
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	17 004	17 864	18 345	18 848	19 438
Variation annuelle (en %)	nd	nd	1,7	2,7	2,7	3,1
Population	16 781	16 296	16 165	16 130	16 069	16 124
Variation annuelle (en %)	(0,9)	(0,9)	(0,4)	(0,2)	(0,4)	0,3
Solde migratoire interrégional	(29)	(56)	5	(11)	(20)	1
Solde migratoire (international et interprovincial)	0	2	15	0	6	8
Accroissement naturel	(18)	(37)	6	(15)	(1)	(39)
Nombre de naissances	129	154	168	147	158	151
Nombre de décès	147	191	162	162	159	190
Marché du travail						
Nombre de travailleurs de 25-64 ans	6 391	6 544	6 490	6 506	6 466	nd
Taux de travailleurs (en %)	67,5	69,9	70,7	71,7	72,2	nd
Valeur des permis de bâtir (000 \$)	7 574	10 554	16 684	31 252	29 696	35 224
Commercial (000 \$)	168	1 132	1 950	5 220	4 999	7 069
Industriel (000 \$)	1 374	916	169	2 811	7 908	771
Institutionnel (000 \$)	10	40	1 396	7 198	1 382	11 414
Résidentiel (000 \$)	6 022	8 466	13 169	16 023	15 407	15 970

nd : non disponible

Sources : Institut de la statistique du Québec et Québec International



Camjrand Photo

MRC DE L'ÎLE D'ORLÉANS

L'Île d'Orléans constitue la plus petite entité administrative de la Capitale-Nationale. Elle regroupe 1 % de la population et moins de 2 % des entreprises situées sur l'ensemble du territoire. Malgré sa taille, elle jouit d'une réputation enviable et est reconnue pour son caractère agricole, patrimonial et touristique qui soutient d'ailleurs son développement économique. Bien entendu, sa situation géographique et le fait que le territoire de la MRC est zoné agricole à 95 % limite le potentiel d'expansion sur son territoire. Dans ce contexte, la mobilisation des acteurs régionaux est primordiale afin de soutenir les forces économiques en présence et de créer des liens avec les entreprises de l'extérieur pour améliorer la commercialisation de leurs produits et attirer l'expertise de certains centres de recherche.

Le milieu agricole constitue la base économique de l'Île d'Orléans. Selon les plus récentes données disponibles, il regroupe près de 30 % des entreprises et 40 % de la main-d'œuvre de la MRC. Environ 75 % de ce secteur est orienté sur la culture de fruits et de légumes. L'élevage de bovins, de volailles et de moutons, de même que la production laitière et avicole représentent l'autre 25 %. La vitalité de l'ensemble du secteur repose notamment sur la volonté des producteurs d'améliorer de façon constante la qualité des produits et d'accroître les parts de marché. Cette volonté se manifeste dans le projet Savoir-faire Île d'Orléans qui vise à protéger le nom du territoire par la mise en place d'une marque de certification. Ainsi, l'appellation Savoir-faire Île d'Orléans (SFIO) est attribuée aux produits des entreprises de l'île qui respectent les normes prescrites. Les produits certifiés sont reconnus pour leur provenance, le savoir-faire des entreprises et leur qualité ce qui contribue à soutenir leur commercialisation. Par ailleurs, certains producteurs établissent des partenariats avec les centres de recherche. Des projets contribuent à la production de produits qui résistent mieux aux changements climatiques et qui ont un apport nutritif plus élevé. D'autres misent sur la culture en serre.

Contrairement aux autres MRC, l'Île d'Orléans peut difficilement miser sur le secteur de la transformation industrielle pour diversifier son économie. En effet, les règles entourant le zonage agricole et son statut patrimonial auprès de l'UNESCO sont un frein à la construction d'usines. Malgré tout, la MRC compte une quinzaine d'entreprises axées sur la transformation des aliments et du bois, de même que la fabrication de vêtements. Ces entreprises produisent principalement à petite échelle puisqu'elles ne comptent que 10 employés et moins. On dénombre également une vingtaine d'entreprises qui transforment des produits agricoles sans que cette production artisanale soit leur principale activité. Quelques producteurs agricoles cherchent aussi à renforcer leurs liens avec des usines de transformation situées à l'extérieur des limites de l'île. Ces relations d'affaires contribuent à accroître le potentiel de marché des produits agricoles. Elles forcent également les producteurs à demeurer à l'avant-garde et à miser sur l'innovation afin de maintenir la qualité de leurs produits et d'accroître leur productivité.

Le secteur touristique est une belle opportunité pour mettre en valeur les produits de l'Île d'Orléans. Ce secteur regroupe une soixantaine d'entreprises liées à l'hébergement et à la restauration de même que certains commerces qui emploient près de 600 personnes. Proportionnellement, l'industrie touristique représente le quart des activités de la MRC. Encore une fois, le milieu agricole contribue à sa façon à l'épanouissement

L'ÎLE D'ORLÉANS
REGROUPE
2 % DE LA
POPULATION
RÉGIONALE

de cette industrie avec notamment des activités rattachées à l'autocueillette des fruits et légumes et aux produits de l'érable. Son caractère patrimonial et culturel permet aussi d'attirer les visiteurs. Soulignons que le nouveau pacte rural devrait être favorable aux investissements qui permettront notamment de moderniser plusieurs infrastructures culturelles présentes sur l'Île d'Orléans. De plus, une étude en cours déterminera les travaux éventuels afin d'améliorer les aménagements cyclables.

Évidemment, les limites que lui impose sa position géographique rendent l'accroissement démographique difficile. En 2012, la MRC comptait 6 949 habitants, légèrement au-dessus de sa moyenne de 6 934 observée au cours des 15 dernières années. Les projets résidentiels sont limités, mais les autorités tentent de combler les besoins des jeunes ménages et de la population vieillissante. Notons que l'âge moyen était de 46 ans en 2012, qui en faisait la MRC la plus âgée après Charlevoix (47 ans). De plus, l'Île d'Orléans doit composer avec le fait que 3 personnes sur 5 se déplacent quotidiennement pour occuper un emploi à l'extérieur de l'île, entraînant bien entendu des fuites du côté commercial.

En somme, le milieu des affaires de l'Île d'Orléans s'est ajusté à sa contrainte territoriale et il est conscient qu'elle limite son potentiel de croissance. Cependant, cela ne l'empêche pas d'amener l'ensemble de sa communauté à travailler en étroite collaboration pour soutenir ces trois principaux piliers que constituent le secteur agricole et les industries touristique et culturelle.

Principaux indicateurs économiques de la MRC de L'Île d'Orléans

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	25 371	29 062	29 584	30 216	31 481
Variation annuelle (en %)	nd	nd	(1,1)	1,8	2,1	4,2
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	21 302	21 787	22 360	22 967	23 099
Variation annuelle (en %)	nd	nd	(1,6)	2,6	2,7	0,6
Population	6 906	6 955	6 943	6 902	6 895	6 949
Variation annuelle (en %)	0,0	1,2	0,4	(0,6)	(0,1)	0,8
Solde migratoire interrégional	(36)	(35)	44	(10)	(6)	16
Solde migratoire (international et interprovincial)	9	0	18	17	29	29
Accroissement naturel	3	20	0	30	2	22
Nombre de naissances	63	50	51	75	47	61
Nombre de décès	60	30	51	45	45	39
Marché du travail						
Nombre de travailleurs de 25-64 ans	3 002	2 994	2 847	2 818	2 767	nd
Taux de travailleurs (en %)	72,4	73,6	72,0	73,1	73,0	nd
Valeur des permis de bâtir (000 \$)	7 574	10 554	14 355	16 371	22 492	14 632
Commercial (000 \$)	168	1 132	272	114	171	1 403
Industriel (000 \$)	1 374	916	2 222	880	900	940
Institutionnel (000 \$)	10	40	1 135	170	1	1 001
Résidentiel (000 \$)	6 022	8 466	10 726	15 207	21 420	11 288

nd : non disponible

Sources: Institut de la statistique du Québec et Québec International

II ANNEXE 1

Principaux indicateurs économiques de la Capitale-Nationale

	2002	2007	2009	2010	2011	2012
PIB au prix de base (M\$)	nd	27 553	29 916	30 650	31 625	32 543
Variation annuelle (en %)	nd	nd	4,1	2,5	3,2	2,9
PIB aux prix de base par habitant (\$)	nd	40 921	43 569	44 168	45 129	45 965
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,1	1,4	2,2	1,9
Revenu disponible des ménages par habitant (\$)	nd	23 976	25 900	26 094	26 988	27 616
Variation annuelle (en %)	nd	nd	3,5	0,7	3,4	2,3
Rémunération des salariés par habitant (\$)	nd	22 030	23 293	23 707	24 495	25 130
Variation annuelle (en %)	nd	nd	1,5	1,8	3,3	2,6
Population	655 337	673 323	686 631	693 946	700 766	707 984
Variation annuelle (en %)	0,6	0,7	1,0	1,1	1,0	1,0
Solde migratoire international et interprovincial	932	683	1 497	2 263	2 117	2 212
Solde migratoire interrégional	2 739	2 197	2 761	2 172	2 554	1 912
Marché du travail						
Population active	348 500	369 800	377 700	386 100	399 400	405 000
Variation annuelle (en %)	5,1	2,2	0,7	2,2	3,4	1,4
Nombre d'emplois	325 400	351 400	357 900	366 600	376 100	382 100
Création d'emplois	21 600	9 800	(200)	8 700	9 500	6 000
Primaires	3 600	3 100	3 200	4 500	3 900	4 000
Manufacturiers	32 400	32 400	29 400	23 500	26 300	22 600
Construction	12 800	11 200	16 800	15 600	23 600	17 800
Services	275 200	303 200	306 100	319 700	320 800	336 000
Services publics	nd	1 500	2 400	3 300	1 600	1 700
Commerce	48 900	57 300	62 500	57 900	54 900	54 300
Hébergement et restauration	9 000	10 700	10 500	10 700	14 200	12 800
Services financiers, d'assurances, immobiliers et de location	19 700	26 600	32 600	26 800	28 300	28 700
Services professionnels, scientifiques et techniques	19 300	22 800	26 500	30 800	29 700	35 400
Transport et entreposage	11 700	14 900	11 500	11 200	13 800	14 400
Taux de chômage (en %)	7	5	5	5	6	6
Taux d'activité (en %)	65	66	66	66	68	68
Taux d'emploi (en %)	61	63	62	63	64	64
Investissements (000 \$)						
Primaire	36 340	17 525	32 889	39 998	33 289	32 634
Fabrication	175 747	148 759	144 000	214 780	196 450	212 594
Services	2 140 282	3 811 243	4 521 774	4 202 058	3 767 311	3 970 507
Services à la production	562 711,9	1 478 359,7	1 244 508,6	1 038 970,9	778 524,8	832 242,2
Services à la consommation	468 676,5	1 478 359,7	965 592,3	707 669,1	628 650,1	587 391,8
Services publics	1 108 893,3	1 585 490,1	2 311 673,1	2 455 418,3	2 360 135,8	2 550 873,1
Services moteurs	nd	2 809	2 985	3 068	3 101	3 272
Services aux ménages	nd	5 095	5 371	5 317	5 288	5 111
Services publics	nd	1 114	1 102	1 128	1 214	1 166
Valeur des permis de bâtir (000\$)	719 768	1 341 382	1 610 246	1 599 706	1 446 039	1 569 542
Commercial (000\$)	161 706	345 623	448 548	293 658	319 602	284 536
Industriel (000\$)	37 125	89 725	37 336	113 464	86 838	58 034
Institutionnel (000\$)	66 722	151 706	98 938	124 979	43 587	125 229
Résidentiel (000\$)	454 215	754 328	1 025 424	1 067 605	996 012	1 101 743
Faillites personnelles	nd	nd	2 725	2 420	2 314	2 319
Faillites d'affaires	nd	nd	190	151	143	155

nd : non disponible

Sources : Institut de la statistique du Québec, Surintendant des faillites et Québec International

II ANNEXE 2

Liste des principaux employeurs privés par secteur d'activité dans la région de la Capitale-Nationale

Secteur primaire		Biens durables	
Pépinière Charlevoix inc.	100-199	Exfo Ingénierie Électro-Optique	500-999
Ferme Onésime Pouliot inc.	50-99	ALCOA (Aluminerie de Deschambault)	500-999
Fraises de l'Île d'Orléans Québec inc.	50-99	Olympus N.D.T. Canada	200-499
Carrières Polycor	50-99	Multiver Ltée	200-499
Ferme François Gosselin inc.	50-99	Julien	200-499
Fraisière Faucher inc.	50-99	Structal (Division du Groupe Canam inc.)	200-499
Groupement Forestier de Portneuf inc.	50-99	SBI Fabricant de Poêles International inc.	200-499
Entreprises Forestières Serge Bureau inc.	50-99	Corporation Stéris Canada	200-499
Serres Lacoste	50-99	Solaris Québec inc.	200-499
Sablère Drapeau inc.	50-99	General Dynamics	200-499
Construction		Services	
Lambert Somec inc.	200-499	Desjardins Sécurité Financière	3 000-5 000
Borea Construction	200-499	Groupe de Sécurité Garda inc.	1 500-2 999
Construction Polaris inc.	200-499	Industrielle Alliance	1 500-2 999
TBC Constructions inc.	200-499	S.S.Q.	1 500-2 999
Construction Gely inc.	200-499	Fairmont	1 000 -1 499
Armatures EB inc.	200-499	CGI Conseillers en Gestion et en Informatique	1 000 -1 499
Honeywell Itée	200-499	La Capitale	1 000 -1 499
Réfrigération Noël	200-499	Resorts of the Canadian Rockies	1 000 -1 499
Construction et Pavage Portneuf inc.	100-199	Wal-Mart	500-999
Entreprises J Dufour & Fils	100-199	Canac-Marquis Grenier	500-999
Biens non durables			
GlaxoSmithKline Biotechnologicals Amérique du Nord	500-999		
Rothmans Benson & Hedges inc.	200-499		
Alex Coulombe Itée	200-499		
Louis Garneau Sports inc.	200-499		
Agropur Coopérative, Division Natrel	200-499		
Biscuits Leclerc Itée	200-499		
Produits Forestiers Résolu Canada	100-199		
Bois Daaquam inc.	100-199		
Maison Alexis de Portneuf inc.	100-199		
Emballage Avico inc.	100-199		

II ANNEXE 3

Liste des principaux investissements non résidentiels en cours dans la Capitale-Nationale

Compagnie/Organisme	Ville	Description du projet	Investissement (M\$)
EDF EN	Charlevoix	Parc éolien	800,0
EDF EN	Clermont	Parc éolien	742,0
Ville de Québec	Québec	Construction d'un amphithéâtre multifonctionnel	400,0
CSSS Charlevoix	Baie-St-Paul	Construction d'un nouvel hôpital	376,0
Cominar	Beauport	Projet immobilier mixte	250,0
Aéroport international Jean-Lesage de Québec	Québec	Agrandissement et modernisation	225,0
Gouvernement du Canada	Québec	Modernisation de la Citadelle	165,0
TéluS	Québec	Déploiement de la technologie OPTIK et des infrastructures mobiles	150,0
Commission de la santé et de la sécurité au travail	Québec	Agrandissement du siège social	130,0
Musée national des beaux-arts du Québec	Québec	Modernisation et agrandissement	90,3
Cominar	Québec	Complexe Jules-Dallaire (ph 2)	80,0
Alcoa	Deschambault	Modernisation de l'usine	73,0
Château Frontenac	Québec	Modernisation de l'hôtel	66,0
Ex Machina	Québec	Création du Diamant - Salles de spectacle	60,0
Interplex	Québec	Construction d'un centre de données informatiques	60,0
Société immobilière du Québec	Québec	Expansion de l'édifice du Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec	58,0
Hôtel Quartier	Québec	Modernisation et expansion	56,0
Cabaret du Capitole	Québec	Modernisation et expansion	50,0
Consultants J.R.	Val-Bélair	Complexe commercial - Plaza Val-Bélair	50,0
Centre des congrès de Québec	Québec	Agrandissement	36,0
GSK	Québec	Modernisation et ajout d'une ligne de production de vaccins	36,0
Asentri	Québec	Construction d'un centre de données informatiques	34,5
Pomerleau et Kevlar	Québec	Construction d'une nouvelle tour de bureaux (D'Estimauville)	30,0
Ubisoft	Québec	Expansion	28,0
SEPAQ	Québec	Modernisation des installation du parc de la Chute-Montmorency	28,0
Hilton	Québec	Modernisation et expansion	27,0
Société Immobilière Huot	Québec	Construction d'un centre d'affaires - Les Méandres -	20,0
Arrimage Québec	Québec	Construction de 2 silos pour granule de bois	20,0
Musée de la civilisation	Québec	Réfection et modernisation	19,2
Ville de St-Augustin	St-Augustin	Agrandissement du parc industriel - François-Leclerc Nord	17,1

Sources : Indicateur des projets au Québec et Québec International

II GLOSSAIRE

PIB AU PRIX DE BASE

Le PIB est défini comme la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ (MRC)

Les municipalités régionales de comté sont des collectivités territoriales qui organisent l'administration supralocale des municipalités locales constituantes.

ACCROISSEMENT NATUREL

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

SOLDE MIGRATOIRE

Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

REVENU PERSONNEL DISPONIBLE

Le revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

INVESTISSEMENTS

Les investissements sont les dépenses en immobilisations relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipements neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

VALEUR DES PERMIS DE BÂTIR

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des intentions de construction en bâtiment dans le secteur non résidentiel et le nombre de logements autorisés et la valeur des projets de construction dans le secteur résidentiel.

BIEN DURABLE

Bien qui n'est pas détruit lors de son utilisation et qui connaît généralement une usure sur le long terme.

BIEN NON DURABLE

Bien de consommation qui disparaît ou est détruit après la première utilisation. Sauf exception, sa valeur diminue en général rapidement avec le temps et/ou subit l'évolution des modes.

SERVICES PUBLICS

Les services publics comprennent l'administration publique et les services d'enseignement, de santé et sociaux.

INDICE DE REMPLACEMENT

L'indice de remplacement est le rapport entre le nombre de jeunes susceptibles d'entrer sur le marché du travail (20-29 ans) et le nombre de personnes susceptibles de prendre leur retraite (55-64 ans), multiplié par 100.

PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

n.d. :	Donnée non disponible
p :	Prévision
r :	Donnée révisée
\$:	En dollars
M :	En millions
G :	En milliards

ÉCONOMIE CROISSANCE
QUÉBEC POUVOIR D'ACHAT
DÉMOGRAPHIE MARCHÉ PIB
INVESTISSEMENTS TRAVAIL



INVESTISSEMENTS PIB
TRAVAIL DEMOGRAPHIE
CROISSANCE POUVOIR D'ACHAT
QUÉBEC MARCHÉ ÉCONOMIE

quebecinternational.ca



**QUÉBEC
INTERNATIONAL**
Développement économique



**Secrétariat à la
Capitale-Nationale**

Québec 

Québec International compte sur l'appui financier du gouvernement du Québec, de Développement économique Canada, de la Ville de Québec et d'un vaste réseau de partenaires publics et privés pour réaliser ses différents mandats.